



PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DE LA PLANIFICATION
 DU
 DEVELOPPEMENT

 DIRECTION GENERALE

REPUBLIQUE DU TCHAD



DIRECTION GENERALE DES SERVICES DE L'ECONOMIE

RAPPORT SUR LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU TCHAD AU TITRE DE L'ANNEE 2018



DECEMBRE 2019

TABLEAU DES MATIERES

LISTE DES TABLEAUX	4
LISTE DES GRAPHIQUES	5
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....	6
AVANT-PROPOS.....	8
RESUME EXECUTIF	9
INTRODUCTION GENERALE.....	12
CHAPITRE I : ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET REGIONAL	13
1.1 Environnement économique international.....	13
1.2 Environnement économique régional.....	15
1.2.1 Conjoncture en Afrique Sub-Saharienne.....	15
1.2.2 Conjoncture dans la zone CEMAC	16
CHAPITRE II : SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU TCHAD EN 2018	18
2.1 Secteur réel.....	18
2.1.1 Evolution de l'offre	18
2.1.1.1 Secteur primaire.....	20
2.1.1.2 Secteur secondaire	26
2.1.1.3 Secteur tertiaire.....	30
2.1.2 Evolution de la demande	32
2.1.2.1 Demande intérieure	32
2.1.2.2 Demande extérieure.....	32
2.1.3 Prix	33
2.2 Finances publiques	33
2.2.1 Recettes	33
2.2.2 Dépenses.....	34
2.2.3 Solde budgétaire	35
2.2.4 Situation de la dette publique	36
2.3 Secteur extérieur.....	36
2.3.1 Compte des transactions courantes.....	37
2.3.2 Compte de capital	39
2.3.3 Compte financier	39
2.3.4 Solde global.....	40
2.4 Secteur monétaire	41

2.4. 1. Evolution de la masse monétaire et de ses composantes	41
2.4. 2 Evolution des contreparties de la masse monétaire	41
2.4.2. Crédit intérieur	41
2.5 Etat des Critères de convergence.....	42
CHAPITRE III : RÉFORMES STRATEGIQUES POUR UNE ECONOMIE RESILIENTE	44
3.1. Principales réformes liées aux Finances Publiques	44
3.1.1. Principales réformes visant l'amélioration de la mobilisation des recettes fiscales non pétrolières	44
3.1.2. Principales réformes visant l'amélioration de la gestion des dépenses publiques.....	45
3.2. Réformes liées à l'amélioration du climat des affaires.....	46
3.3. Réformes liées à la diversification de l'économie nationale	46
CONCLUSION GENERALE	49
BIBLIOGRAPHIE	51
ANNEXE	52
Annexe 1 : Evolution des dépenses de l'Etat	52
Annexe 2 : Evolution des recettes et dépenses budgétaires.....	52
Annexe 3 : Equipe de rédaction	52
Annexe 4 : Equipe de validation technique (Atelier de DANDY)	53
Annexe 5 : Comité de Relecture.....	53

LISTE DES TABLEAUX

<i>Tableau 1 : Evolution des indicateurs économiques mondiaux au cours de la période 2017-2018 (en %)</i>	13
<i>Tableau 2 : Evolution des indicateurs économiques de la zone CEMAC au cours de la période 2016-2018 (en %)</i>	16
<i>Tableau 3 : Evolution de la production vivrière entre 2016 et 2018 (en tonne)</i>	22
<i>Tableau 4 : Evolution de la production par type de céréale sur la période 2016-2019(en tonne)</i>	22
<i>Tableau 5 : Evolution de la production de coton graine sur la période 2016-2018 (en tonne)</i>	24
<i>Tableau 6: Evolution de la production sucrière et du rendement agricole sur la période 2016-2018.</i>	24
<i>Tableau 7: Evolution de la production de la gomme arabique au cours de la période 2017-2018 (en tonne)</i>	25
<i>Tableau 8 : Evolution du nombre de cheptel sur la période 2016-2018</i>	25
<i>Tableau 9: Production de pétrole brut en tonne (au 31 décembre 2018)</i>	26
<i>Tableau 10: Production des différentes branches du secteur secondaire</i>	27
<i>Tableau 11: Evolution des indicateurs du commerce extérieur (en % du PIB)</i>	37
<i>Tableau 12: Situations bilancielle du système bancaire tchadien (en millions de FCFA)</i>	42

LISTE DES GRAPHIQUES

<i>Graphique 1: Structure de l'économie par secteur en 2018 (en %)</i>	19
<i>Graphique 2: Poids des différents secteurs dans le PIB entre 2016 et 2018 (en %)</i>	20
<i>Graphique 3: Contribution des branches d'activités du secteur primaire à sa production sur la période 2016-2018(en%).....</i>	21
<i>Graphique 4: Répartition de l'effectif total du cheptel bétail par espèce en 2018(en %)</i>	26
<i>Graphique 5: Evolution de la valeur ajoutée du secteur secondaire entre 2016 et 2018(en % du PIB)</i>	27
<i>Graphique 6: Evolution de la part du secteur tertiaire au PIB, 2016-2018(en %).....</i>	31
<i>Graphique 7 : Evolution du solde commercial entre 2016 et 2018 (en % du PIB).....</i>	37
<i>Graphique 8 : Sources des exportations au Tchad, 2018.....</i>	38
<i>Graphique 9: Evolution de la balance des revenus entre 2016 et 2018 (en milliards de FCFA)</i>	38
<i>Graphique 10: Croissance du solde du compte de capital entre 2016 et 2018 (en %).....</i>	39
<i>Graphique 11: Evolution du compte financier et ses composantes entre 2016 et 2018 (en Milliards de FCFA).....</i>	40
<i>Graphique 12 Evolution du solde global et ses composantes entre 2016 et 2018 (en % du PIB)</i>	40

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AFF : Abattoir Frigorifique de Farcha

BAD : Banque Africaine de Développement

BCEAO : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

BDT : Brasseries du Tchad

BEAC : Banque des Etats de l'Afrique Centrale

BID : Banque Islamique de Développement

BM : Banque Mondiale

BTP : Bâtiment et Travaux Publics

CEA : Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique

CEEAC : Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale

CEMAC : Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale

CIMAF : Ciments de l'Afrique

CNC : Conseil National du Crédit

CNPC : China National Petroleum Corporation

CNUCED : Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement

CSN : Cotontchad Société Nouvelle

CST : Compagnie Sucrière du Tchad

DEP : Direction des Etudes et de la Prévision

DFLD : Direction des Forêts et de la Lutte contre la Désertification

DSA : Direction de la Statistique Agricole

FEC : Facilité Elargie du Crédit

FMI : Fonds Monétaire International

ICAC : Comité Consultatif International du Coton

ICEIEC: Islamic Corporation for the Insurance of Investment and Export Credit

IDE : Investissements Directs Etrangers

INSEED : Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques

LOSI : Loi d'Orientation Stratégique Industrielle

MCT : Manufacture des Cigarettes du Tchad

MEPD : Ministère de l'Economie et de la Planification du Développement

MFB : Ministère des Finances et du Budget

MPIEA : Ministère de la Production, de l'Irrigation et des Equipements Agricoles

NSTT : Nouvelle Société Textile du Tchad

OHADA : Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires

OIT : Organisation Internationale du Travail

OMC : Organisation Mondiale du Commerce

OTFIP : Observatoire Tchadien des Finances Publiques

PDIDE : Plan Directeur d'Industrialisation et de Diversification Economique

PEAC : Pool Energétique d'Afrique Centrale

PND : Plan National de Développement

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

PPP : Partenariat Public Privé

PPTE : Pays Pauvres Très Endettés

SDMFP : Stratégies de Développement et de la Modernisation des Finances Publiques

SHT : Société des Hydrocarbures du Tchad

SNE : Société Nationale d'Electricité

SNRP : Stratégies Nationales de Réduction de la Pauvreté

SONACIM : Société Nationale de Ciment

SRN : Société de Raffinerie de N'Djamena

STE : Société Tchadienne des Eaux

TIC : Technologie de l'Information et de la Communication

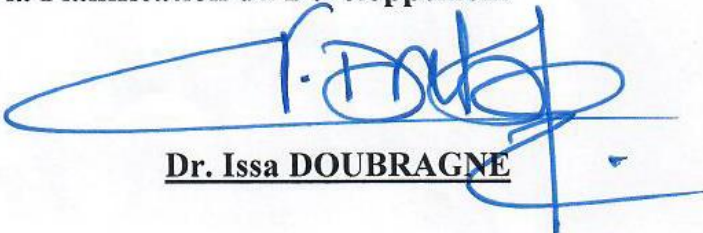
ZLECAf : Zone de Libre Echange Continentale Africaine

AVANT-PROPOS

Le Tchad s'est engagé dans un processus de réforme globale de la structure générale de son économie. A cet effet, il y a un besoin réel d'informations économiques fiables. Pour répondre à cette préoccupation informationnelle, le Gouvernement de la République, sous l'impulsion et la clairvoyance de Son Excellence **Idriss DEBY ITNO**, Chef de l'Etat, a engagé la réforme de l'appareil statistique pour améliorer la prise des décisions et la mise en place d'une stratégie de communication efficace afin d'atteindre le plus grand public. Le Ministère de l'Economie et de la Planification du Développement, en qualité de département en charge de la coordination des actions gouvernementales pour le développement, se propose de répondre à cette demande par la mise à disposition d'un rapport économique annuel à même de satisfaire le besoin d'informations d'un groupe cible élargi allant des agents économiques tchadiens aux partenaires techniques et financiers.

Ce rapport a pour objectif de dresser la situation économique du pays, de mettre en exergue les priorités de développement et de faire comprendre les enjeux et les perspectives d'une économie diversifiée. De manière spécifique, le présent rapport économique de 2018 met en évidence les principaux indicateurs économiques et financiers qui sont annuellement fournis par l'Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED), le Ministère des Finances et du Budget, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) et les partenaires techniques et financiers tels que la Banque Mondiale (BM), le FMI, etc. Une esquisse des réformes, des mesures et des actions menées par le Gouvernement dans le but de rendre l'économie robuste et compétitive est aussi présentée.

Le Ministre de l'Economie et de la Planification du Développement



Dr. Issa DOUBRAGNE

RESUME EXECUTIF

L'analyse de la situation économique du pays permet de comprendre la structure de l'économie afin de mettre en exergue les priorités de développement devant permettre la mutation progressive d'une économie dépendante du pétrole vers une économie diversifiée et résiliente.

Le présent rapport rend compte de l'évolution de l'activité économique du Tchad en 2018. Tout d'abord, il analyse l'environnement international, présente les principaux indicateurs économiques et financiers, et détaille les réformes majeures entreprises pour le développement économique du pays.

Les données ayant servi à cette analyse proviennent de l'INSEED, du Ministère des Finances et du Budget, du Ministère en charge de l'agriculture, celui en charge de l'élevage, de la BM, du FMI, de la BAD, de la CEA, de la BEAC, de la CNUCED et de la CEMAC.

Il ressort de cette analyse les conclusions suivantes :

Selon le FMI, **le taux de croissance de l'économie mondiale** est de 3,6% en 2018 contre 3,8% en 2017, soit une diminution de 0,2 point. Ce taux devrait ralentir à 3,2% avant de remonter à 3,5% en 2020. Cette baisse légère de la croissance s'explique entre autre par la baisse de la consommation privée, la faiblesse de la production industrielle en Europe plus précisément en Allemagne et les effets négatifs des risques souverains et financiers sur la demande intérieure en Italie. De même, le volume du commerce mondial des biens et services en variations annuelles a fléchi pour s'établir à 3,7% en 2018 contre 5,5% en 2017. Il devrait chuter à 2,5% en 2019.

La croissance des pays avancés devrait passer de 2,2% en 2018 à 1,9% en 2019 et à 1,7% en 2020 en raison d'une part, du ralentissement des exportations et de la production industrielle et, d'autre part de l'incertitude qui entoure la relation future entre l'Union Européenne et le Royaume-Uni.

Dans les pays émergents et les pays en développement, la croissance est de 4,5% en 2018 contre 4,8% en 2017, soit une diminution de 0,3 point. Cette baisse est lien avec la baisse de la production en Argentine et en Turquie suite à des tensions sociales ainsi que l'impact négatif des tensions commerciales entre la Chine et les Etats Unis. En 2019, le taux de croissance est estimé à 4,1% et atteindrait 4,7% en 2020.

Concernant l'inflation, le taux s'est fixé à 2% en 2018 dans les pays avancés, contre 4,8% dans les pays émergents et en développement.

En Afrique Sub-Saharienne, la croissance est passée de 2,9% en 2017 à 3,1 % en 2018. Elle se situerait à 3,4% en 2019 et à 3,6% en 2020 sous l'action du redressement de la production et de la remontée des cours du pétrole¹. Ce dynamisme est essentiellement impulsé par le Nigeria et l'Afrique du Sud.

Dans la zone la CEMAC, la croissance économique de la zone s'est établie à 1,7% en 2018. Elle est estimée à 2,8% en 2019 et serait de 3,1% en 2020. Cette croissance est expliquée par la hausse des prix des matières premières, une hausse de la production pétrolière notamment au Tchad et au Congo, une augmentation de la demande intérieure ainsi qu'une amélioration des termes de l'échange. Il est important de noter que l'activité économique de la zone a été par la poursuite de la consolidation budgétaire dans les pays membres, la persistance des tensions sécuritaires dans le Bassin du Lac Tchad et en RCA et aussi la crise Socio politique au Sud-Ouest et Nord-Ouest du Cameroun.

Pour ce qui est de l'inflation, le taux de 2017 était de 0,9% contre 1,1% un an plus tôt. Les prix à la consommation des ménages ont cru de 2,2% en moyenne en 2018 et devraient encore croître de l'ordre de 2,5% en 2019. Cette hausse est liée à la hausse de la demande intérieure due à la reprise des activités économiques dans la zone.

Au niveau national, le taux de croissance s'est établi à 3,1% en 2018 contre -1,9% en 2017. Ce redressement de l'activité économique est dû à la hausse du prix des matières premières sur les marchés mondiaux ainsi des politiques d'assainissement des finances publiques.

Concernant les finances publiques, l'exécution des opérations financières de l'Etat est ressortie déficitaire de -1,1% du PIB en 2018 contre 1,2% en 2017.

L'encours de la dette publique est évalué au 31 décembre 2018 à 1 608,628 milliards de FCFA contre 1 693,473 milliards de FCFA au 31 Décembre 2017, soit une contraction de 5,27%. Cet encours représente 29,05% du PIB en 2018 contre 32,93% en 2017 (DEP, 2019). La gestion de la dette publique en 2018 est marquée par la négociation d'un échelonnement de la dette Glencore contractée en 2013 et une facilité de crédit du FMI.

¹ Perspectives de l'économie mondiale FMI, Mise à jour juillet 2019

S'agissant des échanges extérieurs, les transactions économiques avec le reste du monde sont marquées en 2018 par une faible croissance des importations au regard du taux d'ouverture de l'économie qui est passé de 20,6% en 2017 à 19,5% en 2018 et un solde de la balance courante excédentaire (+1,7% du PIB).

Le solde de la balance de paiement est passé de -8% du PIB en 2016 à -4% du PIB en 2017. Il s'est amélioré et a atteint 8% du PIB en 2018 grâce à la reprise des activités économiques.

La situation monétaire en 2018 a été caractérisée par une baisse des avoirs extérieurs nets de 24% et d'une hausse de crédit intérieur de 11% conduisant à un accroissement subséquent de la masse monétaire de 17%.

En ce qui concerne **les critères de convergence macroéconomique**, au niveau de la zone CEMAC, le Tchad a respecté les deux (02) critères de premier rang (solde budgétaire de référence en pourcentage du PIB et le stock de la dette publique totale rapportée au PIB nominal). Cependant, les deux (02) critères de second rang n'ont pas été respectés.

Au titre du défi de la diversification économique, le Gouvernement s'est engagé, depuis avril 2018, avec l'appui de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), dans le processus d'élaboration du Plan Directeur d'Industrialisation et de Diversification Economique (PDIDE).

INTRODUCTION GENERALE

L'activité économique nationale en 2018 s'est déroulée dans un contexte de redressement économique et financier, caractérisé par la réforme des finances publiques et la remontée observée des cours du brut tout au long de l'année. En outre, l'année 2018 a été marquée par une réforme des institutions publiques et parapubliques, la montée des tensions sociales et une situation sécuritaire fragile et, aussi bien par l'environnement international caractérisé par une récession de 0,2 point de pourcentage. Les effets conjugués de ces éléments ont certainement impacté l'activité économique.

Dans son ensemble, l'activité économique a affiché une résilience face à ces différents chocs. Le taux de croissance du PIB en termes réels s'est situé à 3,1% en 2018 contrairement à la situation de récession économique de 2017 où ce taux était de -1,9% (DEP, 2019). Le taux d'inflation en moyenne annuelle s'est établi à 4% en 2018 contre -0,9 % en 2017 et -1,6% en 2016 (INSEED, 2019).

La demande intérieure s'est contractée en raison de la compression de la consommation publique et de celle de l'investissement public, du fait de la poursuite des mesures visant à contenir les dépenses publiques, au regard de la conjoncture économique défavorable.

La gestion des finances publiques a été caractérisée par une augmentation des recettes tant pétrolières que non pétrolières, une réduction considérable de la masse salariale et la renégociation de la dette Glencore, en dépit d'un contexte social et économique fragile.

Pour rendre l'économie nationale compétitive et diversifiée, le Gouvernement avec l'appui de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), élabore depuis 2018 le Plan Directeur d'Industrialisation et de Diversification Economique (PDIDE). Ce document stratégique dont l'objectif principal est la transformation structurelle de l'économie, en lien avec l'axe 3 du PND 2017-2021 sera bouclé 2020.

Le présent rapport sur la situation économique du Tchad rend compte de l'évolution de l'activité économique en 2018. Il s'articule autour de trois (03) chapitres. Le premier présente la conjoncture économique internationale et régionale. Le deuxième développe la situation économique et financière du Tchad au titre de l'année 2018 et le troisième esquisse les réformes stratégiques pour une économie résiliente.

CHAPITRE I : ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET REGIONAL

L'économie mondiale est marquée par l'escalade des tensions commerciales entre les grandes puissances économiques (Etats-Unis et Chine) d'une part, et d'autre part, par les négociations en vue du Brexit qui a affecté l'ordre commercial entre les européens et le resserrement de la politique monétaire de la Reserve Fédérale américaine, etc. La combinaison de ces facteurs a créé un climat d'incertitude ayant influencé la demande extérieure et les investissements ainsi que le durcissement des conditions financières. Ce chapitre présente dans un premier temps l'environnement international, expose ensuite l'environnement économique régional en s'appuyant sur la situation en Afrique Sub-saharienne et dresse enfin l'état de l'économie de la zone CEMAC en 2018.

1.1 Environnement économique international

Selon le FMI, le taux de croissance de l'économie mondiale est de 3,6% en 2018 contre 3,8% en 2017, soit une diminution de 0,2 point. Ce taux devrait ralentir à 3,2% en 2019 avant de remonter à 3,5% en 2020. De même, le volume du commerce mondial des biens et services en variations annuelles a fléchi pour s'établir à 3,7% en 2018 contre 5,5% en 2017. Il devrait chuter à 2,5% en 2019.

Concernant l'inflation, le taux s'est fixé à 2% en 2018 dans les pays avancés, contre 4,8% dans les pays émergents et en développement. En 2019, ce taux se stabiliserait dans les pays émergents et en développement. En revanche, il devrait connaître une baisse de 0,4 point en 2019 dans les pays avancés pour se situer à 1,6%.

Tableau 1 : Evolution des indicateurs économiques mondiaux au cours de la période 2017-2018 (en %)

Indicateurs	2017	2018	2019p	2020p
PIB	3,8	3,6	3,2	3,5
Pays avancés	2,4	2,2	1,9	1,7
Pays émergents et en développement	4,8	4,5	4,1	4,7
Commerce Mondial	5,5	3,7	2,5	3,7
Pays avancés	4,4	3,1	2,2	3,1
Pays émergents et en développement	7,4	4,7	2,9	4,8
Inflation				
Pays Avancés	1,7	2,0	1,6	2,0
Pays émergents et en développement	4,3	4,8	4,8	4,7

Source : Perspectives de l'économie mondiale FMI, Mise à jour juillet 2019, p=Prévision

La croissance des pays avancés devrait passer de 2,2% en 2018 à 1,9% en 2019 et à 1,7% en 2020 en raison d'une part, du ralentissement des exportations et de la production industrielle et, d'autre part de l'incertitude qui entoure la relation future entre l'Union Européenne et le Royaume-Uni.

Dans les pays émergents et les pays en développement, la croissance est de 4,5% en 2018 contre 4,8% en 2017, soit une diminution de 0,3 point. En 2019, elle est estimée à 4,1% et atteindrait 4,7% en 2020.

S'agissant des cours internationaux des matières premières à l'exemple du pétrole et du coton, leur évolution reste assez mitigée. Les cours moyens du pétrole sont passés de 52,81 USD en 2017 à 68,33 USD en 2018, soit une progression de 29,4 %. Ils devraient s'établir à 59,16 USD le baril en 2019 puis 59,02 USD le baril en 2020 d'après les prévisions du FMI.

Quant au coton, son cours a baissé de 3,7% en moyenne au cours de l'année 2018 en raison d'une demande plus faible que prévue et du niveau élevé des stocks en Chine. L'industrie cotonnière devrait faire face aux incertitudes commerciales avec notamment la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine, mais aussi au ralentissement de la croissance économique mondiale estimée à 3,2% en 2019 contre 3,6% en 2018 et l'affaiblissement de la demande. Selon le Comité Consultatif International du Coton (ICAC), la consommation mondiale de coton devrait atteindre un record pendant la période 2019-2020 pour se situer à 27,3 millions de tonnes.

Sur les marchés des changes, l'euro s'est apprécié vis-à-vis du dollar à 1,181 dollar en 2018 contre 1,129 en 2017. Il pourrait se déprécier dans les années à venir pour se situer à 1,144 dollar et 1,156 dollar respectivement en 2019 et 2020.

1.2 Environnement économique régional

Cette sous-section présente l'analyse de la conjoncture économique en Afrique Sub-Saharienne d'une part, et d'autre part celle de la zone CEMAC.

1.2.1 Conjoncture en Afrique Sub-Saharienne

En Afrique Sub-Saharienne, la croissance est passée de 2,9% en 2017 à 3,1 % en 2018. Elle se situerait à 3,4% en 2019 et à 3,6% en 2020 sous l'action du redressement de la production et de la remontée des cours du pétrole². Ce dynamisme est essentiellement impulsé par le Nigeria et l'Afrique du Sud.

En matière de commerce international, la part des exportations de l'Afrique dans les exportations totales est 16,6% et au niveau continental, les échanges commerciaux intra-africains ne sont que de 15,2% de l'ensemble des échanges effectués par l'Afrique en 2017 (CNUCED, 2019). Pour relever cette faiblesse du niveau des échanges commerciaux intra-africains, les 55 pays africains ont signé les accords de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAf). L'application de ces accords constitue une nouvelle opportunité commerciale permettant de dynamiser le niveau des échanges, conformément à la vision de l'Agenda 2063 : « une Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses propres citoyens et représentant une forte dynamique sur la scène mondiale ». En effet, les enjeux liés à l'instauration de cette zone sont à la hauteur des potentialités suivantes :

- Un marché de 1,3 milliard de personnes, représentant un Produit Intérieur Brut (PIB) de 2 500 milliards de dollars dans l'ensemble des 55 États membres de l'Union africaine. Du point de vue du nombre des pays participants, elle sera la plus grande zone de libre-échange au monde depuis la création de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ;
- Avec des tarifs moyens de 6,1 %, les entreprises sont actuellement confrontées à des droits de douane plus élevés lorsqu'elles exportent en Afrique plutôt qu'en dehors du continent. La ZLECAf éliminera progressivement les droits de douane sur le commerce intra-africain, ce qui permettra aux entreprises africaines de négocier plus facilement sur le continent, de répondre aux demandes du marché africain en plein essor et de profiter des avantages offerts par ce dernier ;

² Perspectives de l'économie mondiale FMI, Mise à jour juillet 2019

L'intégration du continent en une zone d'échanges commerciaux unique offre de grandes possibilités aux entreprises commerciales et aux consommateurs dans toute l'Afrique et permet d'assurer un développement durable du continent. La CEA estime que la ZLECAf pourrait accroître le commerce intra-africain de 52,3 % en éliminant les droits de douane à l'importation, et le doubler si les obstacles non tarifaires sont également réduits.

1.2.2 Conjoncture dans la zone CEMAC

Marquée par une croissance très lente ces dernières années, l'activité économique de la zone CEMAC a enregistré en 2017 un taux de croissance moyen de 0,6% après une contraction de -1,5% en 2016. Ce taux de croissance de 2017 est en dessous du taux de croissance économique de l'Afrique Sub-Saharienne qui était de 2,9%. La baisse des cours des matières premières et la menace sécuritaire sont à l'origine du ralentissement de la croissance économique de la sous-région. Toutefois, la tendance à la hausse des prix des matières premières et la croissance de la demande intérieure laissent présager des bonnes perspectives pour les années à venir. Selon la CEMAC, la croissance économique de la zone s'est établie à 1,7% en 2018. Elle est estimée à 2,8% en 2019 et serait de 3,1% en 2020.

Pour ce qui est de l'inflation, le taux de 2017 était de 0,9% contre 1,1% un an plus tôt. Les prix à la consommation des ménages ont cru de 2,2% en moyenne en 2018 et devraient encore croître de l'ordre de 2,5% en 2019.

Tableau 2 : Evolution des indicateurs économiques de la zone CEMAC au cours de la période 2016-2018 (en %)

Indicateurs	2016	2017	2018	2019e	2020p
PIB	-1,5	0,6	1,7	2,8	3,1
Solde budgétaire	-7,7	-4,3	-1	0,2	0
Inflation	1,1	0,9	2,2	2,5	2,5

Source : Commission de la CEMAC, 2019, p=Prévisions, e=Estimations

S'agissant des soldes budgétaires globaux, la situation des pays de la région s'est améliorée ces dernières années. En effet le déficit budgétaire est passé de 7,7% du PIB en 2016 à 4,3% en 2017. Cette baisse du déficit budgétaire s'est consolidée en 2018 avec un taux de 1% suite à un renforcement des mesures de consolidation budgétaire mises en œuvre par les Etats membres (CEMAC, 2019).

En résumé, l'environnement international est marqué par deux faits majeurs à savoir l'éventualité du Brexit et la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine ayant impacté

le volume du commerce et les flux financiers. Au niveau régional, la reprise de l'activité économique dans la plupart des pays d'Afrique Subsaharienne est le résultat de l'amélioration des cours des matières premières sur les marchés mondiaux, du regain du dynamisme du secteur non pétrolier et des politiques d'ajustement budgétaire menées dans la plupart de ces pays. Il est aussi important de rappeler que les pays africains ont signé en 2018, les accords relatifs à la ZLECAf permettant la consolidation d'un marché africain dynamique de 1,3milliard de consommateurs potentiels en vue d'un développement durable et inclusif.

La conjugaison de ces facteurs aux niveaux mondial et régional au cours de l'année 2018 a influencé l'évolution de l'économie nationale dont l'analyse fait l'objet du chapitre suivant.

CHAPITRE II : SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU TCHAD EN 2018

Après avoir connu un taux de croissance de -2,6% et -1.9% respectivement en 2016 et 2017 (INSEED, 2019) traduisant une profonde récession, l'économie nationale a renoué avec la croissance (3,1%) en 2018 et une prévision de croissance positive de 4,8% pour 2019 (DEP, 2019). Ce redressement s'explique par des efforts d'assainissement budgétaires, par une hausse globale des productions pétrolière et agricole en plus de la montée des cours du pétrole sur le marché mondial. Il est important de noter que les effets positifs des réformes engagées par les autorités gouvernementales ont abouti à l'approbation des deuxième et troisième revues de programme au titre de la Facilité Elargie du Crédit (FEC) par le Fonds Monétaire International (FMI).

Cependant, quelques perturbations majeures ont affecté négativement la reprise des activités économiques au cours de l'année 2018 à savoir la persistance des mouvements sociaux contre les mesures d'austérité que le Gouvernement avait prises et la crise sécuritaire au niveau des frontières du pays (Libye, RCA, Nigeria, Niger et Cameroun).

Par ailleurs, il convient de signaler que le changement climatique et ses conséquences sur l'écosystème continuent d'affecter très négativement les activités économiques au Tchad dans les secteurs moteurs traditionnels, à savoir l'agriculture et l'élevage.

Ce chapitre a pour objectif d'analyser au titre de l'année 2018, dans un premier temps la performance du secteur réel de l'économie tchadienne suivant l'optique de l'offre et de la demande. Il présente ensuite la situation des finances publiques, puis les secteurs extérieur et monétaire. Il met également en évidence dans les analyses, les perspectives économiques et financières pour l'année 2019.

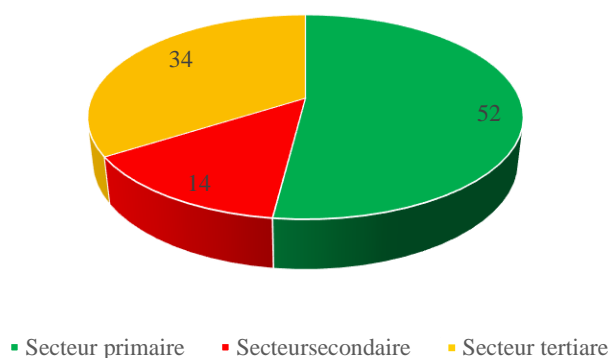
2.1 Secteur réel

Cette section présente l'évolution de l'offre et de la demande en mettant en évidence les contributions des composantes du secteur réel à l'économie.

2.1.1 Evolution de l'offre

La structure de l'économie tchadienne est dominée par les activités du secteur primaire, suivies de celles du secteur tertiaire et les activités du secteur secondaire (Graphique1).

Graphique 1: Structure de l'économie par secteur en 2018 (en %)



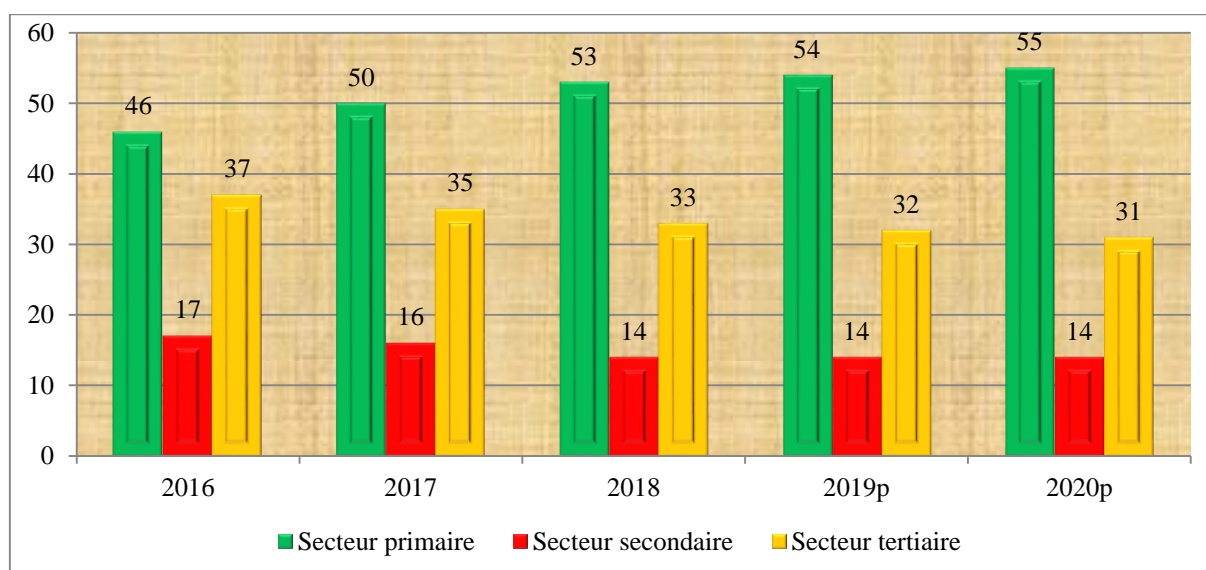
Source : Construction à partir des données de la DEP

Comme l'illustre le Graphique 1, la part du secteur primaire représente un peu plus de la moitié du PIB avec 52%. Il est suivi des secteurs tertiaire et secondaire avec 34% et 14% respectivement.

En 2018, l'activité économique a connu une croissance de 3,1% contre -1,9% en 2017. Cette croissance du PIB réel est soutenue par le secteur primaire, plus précisément le secteur pétrolier avec une contribution de 3,5% et les bons résultats de la campagne agricole 2018/2019 (MPIEA, 2019). Le dynamisme de la contribution du secteur pétrolier est dû à l'augmentation de la production totale en volume ainsi qu'à la hausse du prix de baril sur le marché mondial. Selon les statistiques de la DEP, le PIB courant s'est établi à 7548,26 milliards de FCFA en 2018.

Le Graphique 2 montre que le secteur secondaire reste le maillon faible de l'économie tchadienne. Son poids dans le PIB est faible et baisse progressivement de 17% à 16% puis à 14% respectivement entre 2016 et 2017 puis entre 2017 et 2018. Ces statistiques montrent que le secteur industriel est très peu développé induisant ainsi une forte dépendance de l'économie tchadienne à l'importation des produits finis.

Graphique 2: Poids des différents secteurs dans le PIB entre 2016 et 2018 (en %)



Source : Construction à partir des données de l'INSEED et de la DEP, p=Prévisions

Quant au secteur tertiaire, son poids relativement au PIB évolue de façon décroissante de 2016 à 2018 comme l'illustre le graphique 2, et est estimé à environ 34% en moyenne sur cette période.

2.1.1.1 Secteur primaire

Le secteur primaire qui comprend l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'exploitation minière, est la principale source génératrice de richesses du pays ; il représente 52% du PIB en 2018. Les activités du secteur primaire sont regroupées en deux grandes catégories à savoir les activités agropastorales et les activités extractives.

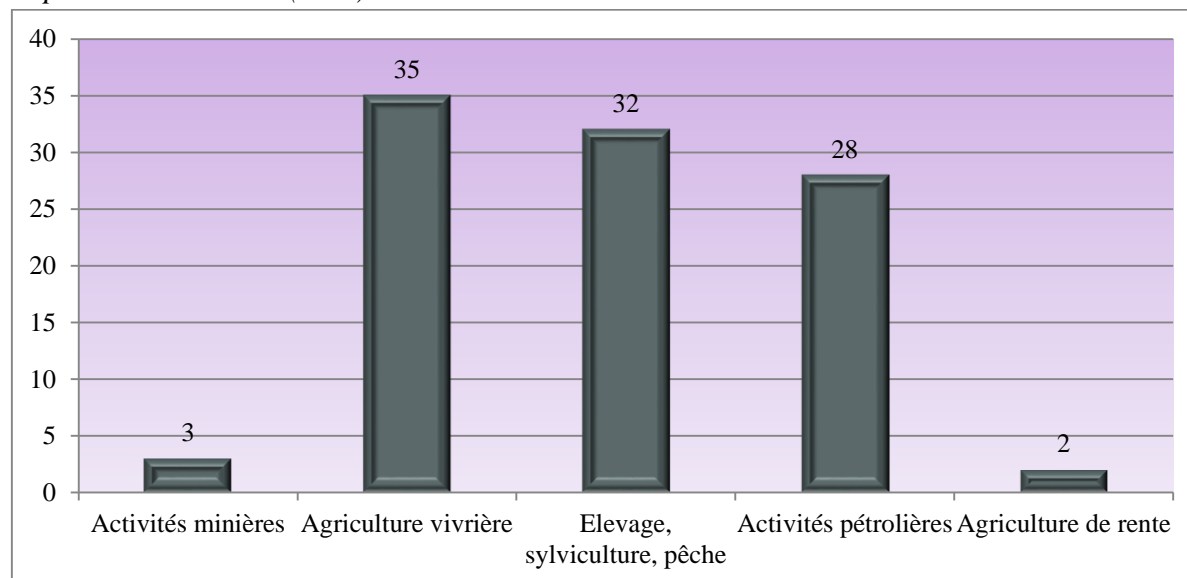
La branche agropastorale est la composante dominante avec une contribution moyenne de 69% à la production totale de ce secteur contre 31% pour la branche activités d'extraction et minières entre 2016 et 2018.

L'agriculture vivrière occupe une place prépondérante et représente en moyenne annuelle plus de 35% de la production du secteur primaire. La contribution de l'agriculture de rente ne représente en moyenne que 2% de la production totale du secteur primaire.

Il est important de noter qu'avant l'ère pétrolière, la branche agropastorale couvrait la quasi-totalité des exportations du pays (essentiellement le coton, le bétail sur pied et la gomme arabique). Toutefois, avec l'exportation du pétrole brut depuis 2003, la branche extractive et minière a progressivement pris de l'ampleur et finit par l'emporter sur la branche

agropastorale dans le volume des exportations nationales, bien que, cette dernière renferme près de 80% de la population active.

Graphique 3: Contribution des branches d'activités du secteur primaire à sa production sur la période 2016-2018(en%)



Source : Construction à partir des données de l'INSEED

- **Culture vivrière**

Le Tableau 3 montre que la campagne agricole 2017/2018 est marquée par une baisse de la production céréalière de 5,5% pour se situer à 2 716 900 tonnes (contre 2 873 660 tonnes en 2016/2017). Ce repli s'explique d'une part, par la chute des rendements agricoles de 2,3% conjuguée à la baisse des superficies emblavées de 3,2%, et d'autre part, par la mauvaise répartition spatio-temporelle des précipitations. La baisse des rendements peut être expliquée par le manque de jachère des terres et aussi par la non utilisation optimale des intrants. La zone soudanienne qui constitue l'une des zones productrices des céréales a connu un déficit pluviométrique en 2018 par rapport à 2017.

Quant aux oléagineux (arachides et sésames), la production a connu une hausse de 4%. Cette hausse est essentiellement tirée par celle de la production de sésame estimée à 3,3%. L'augmentation de la production de sésame est expliquée par la hausse de la demande assorti d'une augmentation du prix de sésame sur le marché mondial incitant les cultivateurs à se concentrer sur sa production au détriment des autres cultures tel que l'arachide dont la production a baissé de -0,1% .

L'estimation de la production des légumineuses pour la campagne 2017/2018 est de 186 684 tonnes. Cette production était de 181 621 tonnes lors de la dernière campagne, soit une augmentation de 2,8%.

La production des racines et des tubercules a connu une baisse de 23,9% (soit 519 148 tonnes en 2018 contre 681 938 tonnes un an plus tôt). Cette baisse est expliquée en grande partie par celle de la production de manioc à hauteur de 41%. Par contre, les productions de taros et de patates ont enregistré des augmentations de 53% et 17,3% respectivement.

Tableau 3 : Evolution de la production vivrière entre 2016 et 2018 (en tonne)

	2015/2016	2016/2017	2017/2018	2018/2019	variation en %	
Production vivrière	(1)	(2)	(3)	(4)	(2/1)	(3/2)
Céréales	2452528	2873660	2716901	3003363	17,2	-5,5
Oléagineux	872762	1024860	1028809	1 044 023	17,4	0,4
Légumineuse	171 167	181 621	186 684	183 107	6,1	2,8
Tubercule	258 373	681 939	519 148	554 364	163,9	-23,9
TOTAL	3754829	4762080	4451542	3186470	26,8	-6,5

Source : Direction de la Statistique Agricole/MPIEA

Le Tableau 4 indique l'évolution de la production céréalière de 2016 à 2018. Ayant connu un démarrage précoce avec une bonne répartition spatio-temporelle des pluies, la campagne agricole 2018/2019 annonce des perspectives favorables. Ainsi, après avoir enregistré une baisse de 5,5% entre 2017 et 2018, la production céréalière est estimée pour la campagne 2018/2019 à 3 003 363 tonnes contre 2 716 901 tonnes réalisées lors de la campagne agricole précédente (2017/2018), soit une hausse estimée à 10,5%.

Tableau 4 : Evolution de la production par type de céréale sur la période 2016-2019(en tonne)

Production par type	2015/2016 (1)	2016/2017 (2)	2017/2018 (3)	2018/2019 (4)	Variation annuelle en %		
					(2/1)	(3/2)	(4/3)
*Mil	592 124	725 677	660 175	774 498	22,6	-9,0	17,3
*Sorgho	835 405	991 045	946 295	1 013 486	18,6	-4,5	7,1
*Maïs	349 500	443 779	396 506	436 216	27,0	-10,7	10,0
*Riz	243 478	257 701	263 555	266 950	5,8	2,3	1,3
*Berbéré	431 056	453 716	448 500	510 415	5,3	-1,1	13,8
*Blé + Fonio	965	1 742	1 870	1 798	80,5	7,3	-3,9
Total	2 452 528	2 873 660	2 716 901	3 003 363	17,2	-5,5	10,5
*Superficie (en hectare)	3 058 448	3 401 980	3 292 417	3 352 392			
*Production (en tonnes)	2 452 528	2 873 660	2 716 900	3 003 363			
*Rendement (tonnes/ha)	80,2	84,5	82,5	89,6			

Source : Direction de la Statistique Agricole/MPIEA

Cette augmentation de 10,5% est expliquée par la hausse de production du mil, du maïs et du bérébéré respectivement de 17,3%, 10,0% et 13,8 % à la fin de la campagne 2018/2019 grâce à une bonne pluviométrie.

- **Agriculture de rente**

L'agriculture de rente est la branche la moins performante du secteur. Elle est constituée de la production du coton, de la canne à sucre et de la gomme arabique.

- ***Production du coton***

Le coton constitue la principale culture de rente de l'économie tchadienne. Mais sa production n'augmente guère ces dernières années. Les rendements sont décroissants. Or, cette filière était la principale source des revenus des ménages des cotonculteurs.

Au cours de la campagne cotonnière 2018/2019, la production s'est contractée de 71,21% comparativement à la campagne précédente, passant ainsi de 159 805 tonnes en 2017 à seulement 45 899 tonnes en 2018. Ce niveau de production est considéré comme le niveau le plus bas enregistré dans l'histoire de la filière. Sur 45 899 tonnes, une part importante de la production de la campagne précédente évaluée à 28 375 tonnes, y figure. Cette contraction est principalement expliquée par les difficultés de mobilisation des financements auprès des banques locales.

Eu égard à la crise que traverse la filière, l'Etat tchadien a procédé à une privatisation partielle de la société Cotontchad SN. Cette privatisation a donné lieu à la répartition des parts selon le schéma suivant :

- 60% des actions de la Cotontchad SN ont été cédées au Groupe OLAM International pour un montant d'environ 9,8 milliards de FCFA ;
- 35% des actions appartiennent à l'Etat ;
- 5% des actions reviennent aux cotonculteurs.

L'objectif de cette privatisation partielle est la restructuration de la société Cotontchad SN et la relance de la filière coton. Le Groupe OLAM s'est fixé comme objectif d'atteindre 300 000 tonnes de coton graine produit d'ici à 2023. Cette action engagée par l'Etat est une avancée majeure pour la sortie de crise de la filière.

Tableau 5 : Evolution de la production de coton graine entre 2016 et 2018 (en tonne)

Production	2015/2016	2016/2017	2017/2018	Variation en %	
	(1)	(2)	(3)	(2/1)	(3/2)
Coton graine	149736	159429	45899	6,5	-71,21

Source : Cotontchad SN, 2018

En termes de perspectives, après la signature³ d'une convention de garantie le 14 janvier 2019, la société qui projetait une production de 40 000 tonnes de coton graine pour la campagne 2018/2019 n'en a réalisé que 17 378 tonnes de coton graine sur une superficie de 71 623 hectares. Pour la campagne 2019/2020, la société table sur une production de 125 000 tonnes) (Cotontchad SN/Groupe OLAM).

- *Production de la canne à sucre*

En ce qui concerne la production de la canne à sucre de la CST, elle est évaluée à 136 130 tonnes pour la campagne 2018 contre 130 237 tonnes à la campagne précédente soit une augmentation de 4,5% liée principalement à l'extension des superficies récoltées de 1,1% et à la hausse des rendements de 3,4%. Globalement on enregistre une augmentation de 6,9% de la production du sucre brut pour l'année 2018.

Tableau 6: Evolution de la production sucrière et du rendement entre 2016 et 2018

Indicateurs	2016/2017	2017/2018	2018/2019	Variation en %	
	(1)	(2)	(3)	(2/1)	(3/2)
Superficie récoltées (en hectares)	3945	3721	3834	3,9	1,1
Production de cannes (en tonnes)	324 550	348 331	336 744	-7,3	4,5
Production de sucre brut	34 005,72	34 541,44	34 852,97		
Rendement agricole (en tonnes/ha)	82,3	93,6	87,8	-10,8	3,4

Source : CST, 2018

Il faut relever que l'insuffisance de l'offre de la CST continue à favoriser une présence importante du sucre importé sur le marché en provenance notamment du Nigeria, du Soudan, du Brésil et de l'Inde via le Cameroun.

- *La gomme arabique*

S'agissant de la gomme arabique, le Tchad est le troisième exportateur avec 13% de part du marché mondial (CNUCED, 2019) et deuxième exportateur de la variété « Talha ». En 2018

³ La convention de garantie signée entre l'Etat et le Groupe OLAM stipule que l'Etat s'engage à prendre en charge le passif de la Coton Tchad Société Nouvelle évalué à 35,462 milliards de FCFA

sa production est estimée à 49 876 tonnes contre 48 898 tonnes en 2017, soit une augmentation de 4%. La variété « Talha » représente 87,2% de la production totale.

Tableau 7: Evolution de la production de la gomme arabique entre 2017et 2018 (en tonne)

Années	2 017	2 018	2019p	2020p	Variation en %
Productions	1	2	3	4	(2/1)
Talha	42 656	43 509	44 380	45 268	2
Kitir	6242	6367	6494	6624	2
Total	48 898	49 876	50 874	51 892	4

Source : Direction des Forets et de la Lutte Contre la Désertification, p=Prévisions

- **Élevage**

Les données du MEPA montrent que l'effectif du cheptel est estimé à 113 562 112 têtes en 2018 contre 106 536 764 têtes en 2017, tenant compte du taux de croissance annuel du cheptel de 6,6%. Ce résultat encourageant s'explique par la combinaison de deux facteurs importants : l'existence du fourrager constitué de la disponibilité des pâturages et de l'eau d'une part et d'autre part la stabilité de la situation sanitaire du cheptel. La répartition et l'évolution de ce cheptel sont consignées dans le Tableau 8 ci-après.

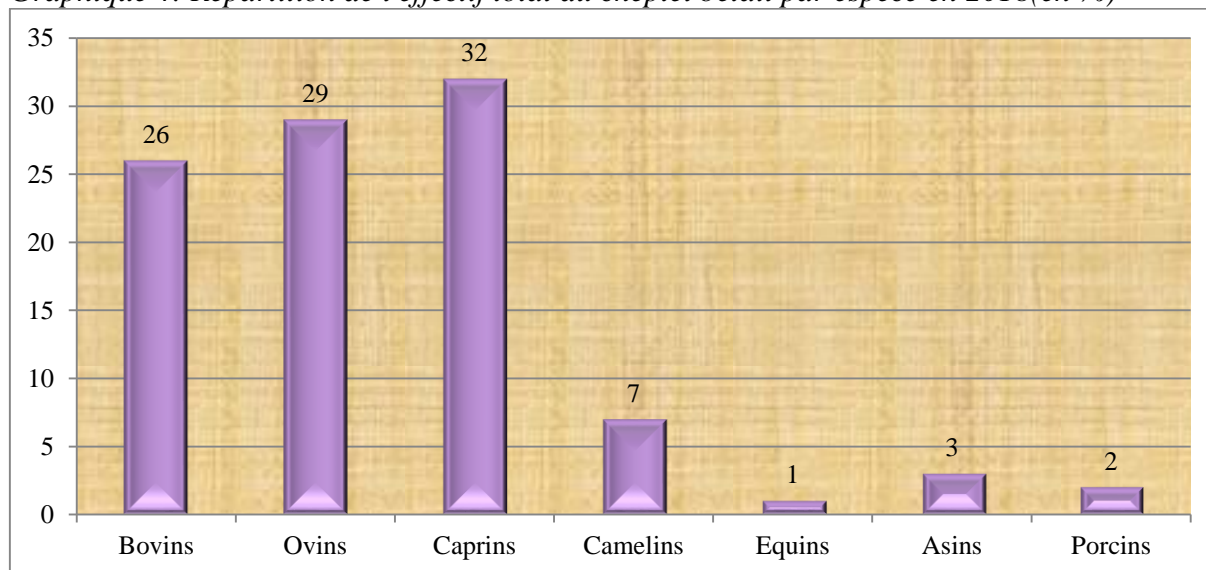
Tableau 8 : Evolution du nombre de cheptel sur la période 2016-2018

Nombre de tête	2016	2017	2018	Variation en %	
	(1)	(2)	(3)	(2/1)	(3/2)
Bovins	26 213 239	27 604 500	29 069 601	5,3	5,3
Ovins	28 530 729	30 791 242	33 230 856	7,9	7,9
Caprins	32 405 495	34 408 208	36 534 693	6,2	6,2
Camelins	6 835 700	7 285 669	7 765 258	6,6	6,6
Equins	1 119 276	1 167 006	1 216 772	4,3	4,3
Asins	2 989 319	3 186 647	3 397 001	6,6	6,6
Porcins	1 866 627	2 093 492	2 347 112	12,2	12,1
Total	99 960 385	106 536 764	113 561 293	6,6	6,6

Source : MEPA, 2018

A la lecture du Tableau 8, la branche élevage regorge d'énormes potentialités à exploiter. La Figure 4 indique que les caprins, les ovins et les bovins représentent ensemble 77% du cheptel avec des parts respectives dans le cheptel de 32%, 29% et 26%.

Graphique 4: Répartition de l'effectif total du cheptel bétail par espèce en 2018(en %)



Source : Construction à partir des données de MEPA

- **Exploitation pétrolière**

La production pétrolière a connu une hausse de 12,07% en 2018 due à l'accroissement de 7% de la production de CNPCIC et de 8,21% pour Glencore. Cette augmentation de la production est caractérisée par l'entrée en production des nouveaux puits et la remontée du prix du baril sur le marché mondial. En revanche, la production de Doba Consortium a baissé de 13,71% en raison des pannes de turbines et du vieillissement des champs.

Selon l'Observatoire Tchadien des Finances Publiques (OTFIP), l'augmentation de la production a entraîné une hausse des exportations de 11,20%.

Tableau 9: Production de pétrole brut en tonne (au 31 décembre 2018)

Opérateurs	2017	2018
Doba Consortium	16269594,1	14 038 944
CNPCIC	26 788 574	28 647 141
Glencore	3554009,49	3 845 965
Total	46 612 178	46 532 050

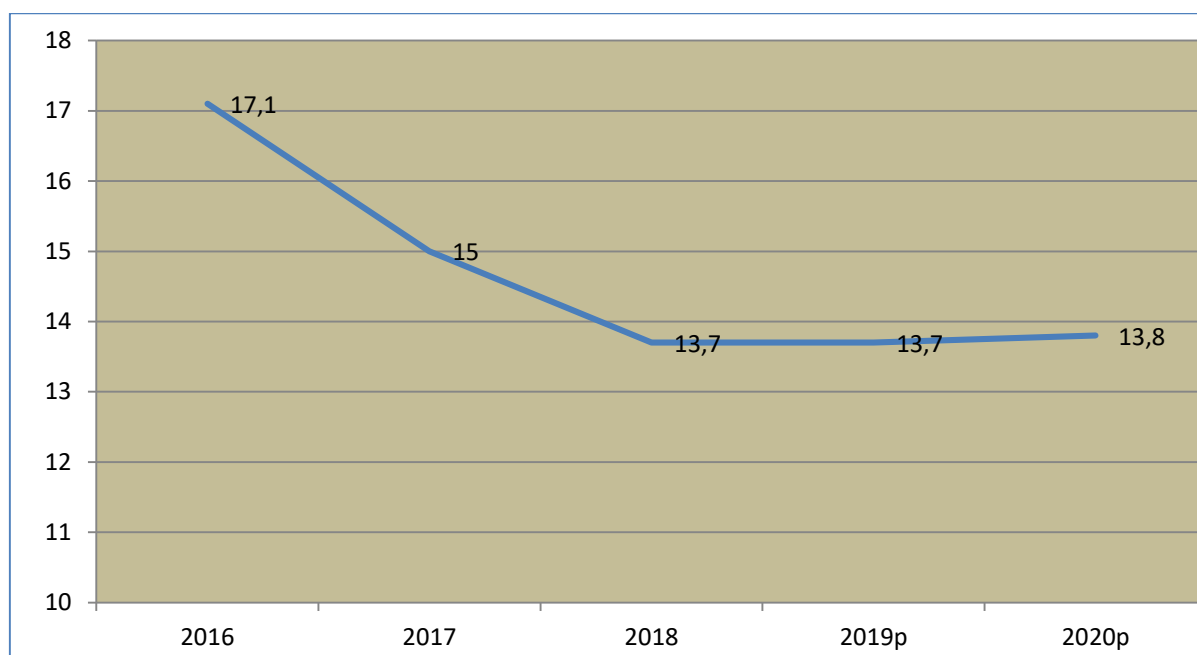
Source : SHT 2018

2.1.1.2 Secteur secondaire

Le secteur secondaire regroupe les activités de transformation des matières premières en produits finis. Le secteur secondaire tchadien est très peu développé. Il est constitué des activités industrielles et des Bâtiments et Travaux Publics. Son poids relativement au PIB est estimé à environ 15% en moyenne sur la période 2016- 2018. Ce secteur est dominé par les activités de la branche agro-industrielles qui représente 49,7% environ de sa valeur ajoutée.

Le graphique 5 montre que la valeur ajoutée de ce secteur a connu une légère baisse entre 2016 et 2017 et qui s'est poursuivie jusqu'en 2018 en raison de la contre-performance des branches d'activités suivantes : coton fibre, huilerie, savonnerie et produits alimentaires... Il est à noter que, la baisse de la production dans les branches des "produits alimentaires" et des BTP en 2018 s'explique par le choc enclenché en fin 2014.

Graphique 5: Evolution de la valeur ajoutée du secteur secondaire entre 2016 et 2018(en % du PIB)



Source : Construction à partir des données de l'INSEED, 2018, p=Prévisions

En 2018, la baisse de la valeur ajoutée du secteur secondaire est essentiellement due à la baisse de la production du ciment, de l'huile et tourteaux comme l'indique le Tableau 10.

Tableau 10: Production des différentes branches du secteur secondaire

INDICATEURS	2016 (1)	2017 (2)	2018 (3)	Variation annuelle en %	
				2/1	3/2
Production du sucre brut (en tonnes)	34 005,72	34 541,	35 341,44	-5,8	8,6
Production de la viande(en tonnes)	12 613	9 565	8 218	-24,2	-14,1
Production d'eau (en milliers de m ³)	28 927	28 408	25 314	-1,8	-10,9
production brute d'électricité (en millier de KWh)	257456	320 538	314 215	24,5	-2,0
Production de la raffinerie (en tonnes)	471073	591218	515471	25,5	-12,8
Productions de ciments (en tonnes)	122 113	193 209	44 538	58,2	-77,0
Production Huile (hectolitres)	82 131	62 221	21 330	-24,8	-48,0
Production du Tourteaux (en tonnes)	18 989	12 785	8 321	-33,3	-34,8
Production de cigarettes (en milliers de paquets)	36 965	53 216	53 840	44,0	1,2

Source : BEAC, 2018

Le tableau 10 montre que, en glissement annuel, la production a baissé dans toutes les branches du secteur secondaire excepté celle du sous-secteur sucre raffiné. Cette baisse est beaucoup plus importante dans la production du ciment, d'huile et du tourteau.

- **Industrie de ciment**

L'industrie de ciment a été trop affectée par la crise que traverse le pays. La SONACIM, la première industrie de ciment au Tchad a enregistré une baisse de production de 76,9% par rapport à l'année précédente. La production est revenue à 44 538 tonnes en 2018, contre 193 209 tonnes un an plus tôt. Les difficultés d'approvisionnement en matières premières (gypse, calcaire, ...) et le coût élevé de l'énergie ont engendré l'arrêt de production en août et septembre, 2018.

Au cours du troisième trimestre 2018, la CIMAF, une nouvelle industrie de ciment a introduit ses premiers produits sur le marché tchadien. Elle est dotée d'une technologie de haute gamme et d'une capacité de production de 500 000 tonnes avec une extension jusqu'à 1 million de tonnes. Les difficultés relatives à l'approvisionnement des matières premières font que la société peine à fonctionner normalement.

- **Industries alimentaires**

Les industries alimentaires et dérivées (CST, BDT, Huilerie-Savonnerie, MCT) ont connu une baisse dans la vente de leurs produits. Entre décembre 2017 et décembre 2018, leur chiffre d'affaires a chuté de 7,7% (BEAC, 2018). Au cours de l'année 2018, la même source montre que la production du sucre granulé a augmenté de 8,6%. Toutefois, la vente a connu une baisse considérable suite à la concurrence relative à l'entrée massive par fraude du sucre importé. Quant à la BDT, les baisses de la production de 9,3% et de la vente en volume de 9,1% ont été enregistrées en fin septembre 2018 comparativement à la même période de l'année précédente. Cette baisse de la production est due essentiellement à une diminution de la production des bières de 6,7% et de l'eau minérale de 30,7%. La chute des ventes quant à elle, s'explique par l'importation massive des cannettes en provenance du Moyen-Orient et l'apparition des nouveaux concurrents sur le marché des eaux minérales.

L'Huilerie-savonnerie a débuté sa campagne avec un grand retard. La production de l'huile a baissé de 48% comparativement à celle de la campagne précédente (26 398 tonnes en 2018 contre 50 778 tonnes en 2017) et celle de tourteaux a chuté de 34,8%. La MCT a également

enregistré une baisse de la production de cigarettes de 1,2%. Par contre, les ventes en volume ont augmenté de 4,0% ainsi que le chiffre d'affaires.

- **Bâtiments et Travaux Publics**

Concernant la branche BTP, les travaux de réfection et de bitumage des infrastructures routières à savoir l'axe Massakory-Ngouri et Kyabé-Singak, a enregistré un net ralentissement en 2018 en raison de la conjoncture économique difficile.

- **Production d'électricité**

En 2018, la production et la distribution d'électricité ont connu quelques perturbations. Des délestages récurrents causés par l'arrêt des groupes électrogènes de Farcha et les gaps d'approvisionnement en carburant à partir de la raffinerie au cours de l'année ont entraîné une baisse de l'offre d'électricité. La production d'électricité par la SNE et les opérateurs indépendants a chuté de 2% en liaison avec la contreperformance des prestataires privés (V Power et raffinerie).

Caractérisé par, un faible taux d'électrification et un coût élevé du kilowatt heure, le secteur énergétique tchadien éprouve d'énormes difficultés à satisfaire la demande nationale : en 2018, seulement 6,4% de la population a accès à l'électricité (13,9 % en zone urbaine et 0,6 % en zone rurale).

Face à ces problèmes auxquels s'ajoutent la fraude et le vieillissement du réseau électrique, les Autorités tchadiennes et la direction de la SNE ont consenti d'efforts remarquables pour redynamiser le secteur. A cet effet, la SNE a reçu des Emirats Arabes Unis deux turbines à Gaz pour une capacité de 30 mégawatts chacune. En perspective, un certain nombre d'initiatives sont en instance d'exécution en l'occurrence une nouvelle société d'origine américaine, Convalt Energy s'est engagée à investir 400 millions de dollar US dans la construction des centrales énergiques hybrides dans différentes localités du Tchad.

Dans la mise en œuvre de la lettre de politique énergétique, le Gouvernement entend accélérer la construction de l'interconnexion électrique Tchad-Cameroun d'une capacité de 225KW. Dans la même veine, beaucoup de projets « d'énergie propre » sont en cours d'exécution à savoir la centrale solaire d'Amdjarass, le projet de construction d'une centrale électrique à biocombustible d'une capacité de 150 mégawatts par le groupe Team of Africa, etc.

Par ailleurs, un accord de financement d'achat d'énergie solaire photovoltaïque a été signé le 9 août 2018 entre le Gouvernement tchadien, la Banque Africaine de Développement, la Banque Mondiale et l'Union Européenne (BEAC, 2018).

- **Production d'eau**

Concernant la production d'eau, la Société Tchadienne des Eaux (STE), très dépendante de la Société Nationale d'Electricité (SNE) a vu sa production chutée de 10,9% pour se situer à 25 314 milliers de m³ en 2018 contre 28 409 milliers de m³ en 2017. Cette production était de 28 927 milliers de m³ en 2016. Depuis janvier 2018, la STE a procédé à une augmentation du prix de vente du mètre cube d'eau qui se vend désormais à 200 FCFA depuis mai 2018 contre 105 FCFA les années précédentes.

En 2018, 78,61% de la population tchadienne (environ 9 millions) ont accès à l'eau potable (MEEP). Les pannes récurrentes suite à la vétusté du réseau de distribution d'eau préoccupent les autorités tchadiennes et de ce fait, des mesures d'amélioration sont en cours pour les résoudre. C'est dans ce cadre qu'une convention est signée entre le Gouvernement du Tchad à travers le Ministère de l'Economie et de la Planification du Développement et la Banque Africaine de Développement en 2018 pour le financement de la première phase du programme d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement en milieu semi urbain et rural d'un montant de 14 milliards de FCFA.

- **Raffinerie**

Selon les statistiques de la Société de Raffinerie de N'Djamena (SRN), la production totale a connu une baisse de 12,8% à fin décembre 2018, contre une augmentation de 25,5 % en 2017. Cette baisse de la production est due à celle de l'essence et du gasoil de 22,6%, 9,90% et 3,7% respectivement. Par contre, les productions du gaz, du fuel oil et du kérosène ont augmenté à l'ordre de 4,04% ; 6,5% et 7,33%.

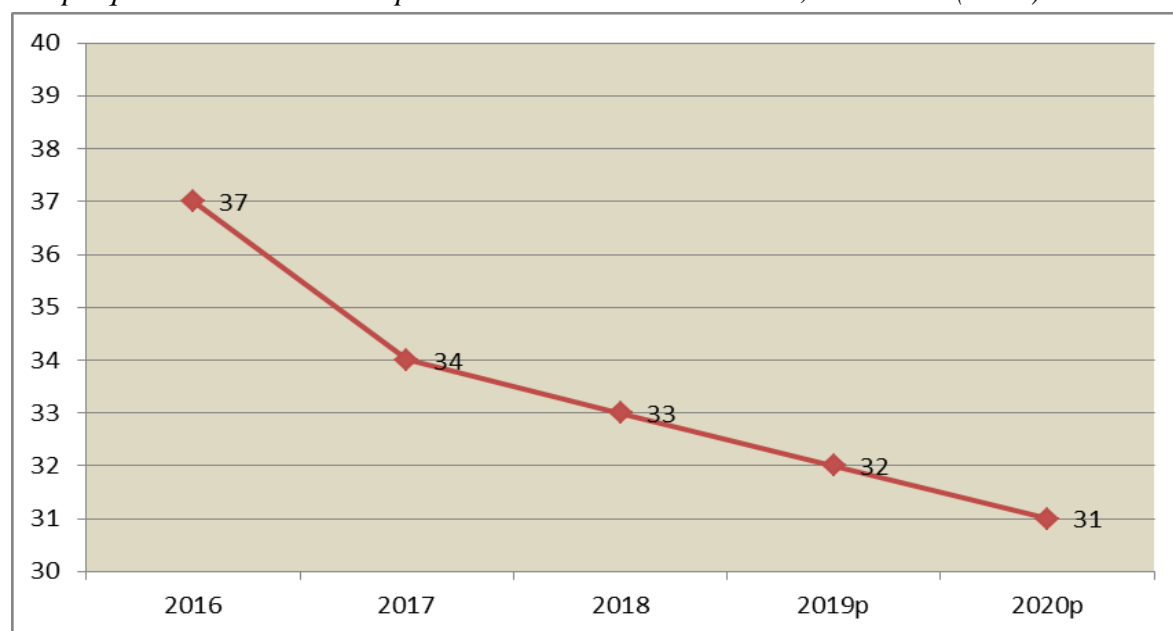
En juin 2018, les Autorités ont revu à la baisse les prix des carburants, fixant le prix de l'essence à 518 FCFA le litre, celui du gasoil à 548,25 FCFA le litre et celui du pétrole à 392 FCFA.

2.1.1.3 Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire comprend les activités suivantes : commerce, réparation, transport, hôtellerie et restauration, poste et télécommunication, banque et assurance, immobilier,

services fournis aux entreprises, administration publique, éducation, santé humaine et actions sociales, services vétérinaires, services personnels et collectifs. Ce secteur est le deuxième après le secteur primaire en termes de contribution dans le PIB. Le secteur tertiaire contribue à hauteur de 35% dans le PIB en moyenne sur la période 2016-2018. Toutefois, sa contribution au PIB est décroissante comme l'illustre la Figure 6 ci-dessous et son apport à la croissance économique baisse de 2,4% en moyenne au cours de la même la période malgré des progrès enregistrés dans le secteur de transport (6,9%), commerce (3,1%) et les services aux entreprises (2,5%) selon le rapport national de surveillance multilatérale 2018.

Graphique 6: Evolution de la part du secteur tertiaire au PIB, 2016-2018(en %)



Source : Construction à partir des données de l'INSEED et la DEP, 2018, p=Prévisions

En 2018, selon les statistiques de l'INSEED, le secteur de transport et celui des services financiers se portent assez bien en comparaison aux secteurs de la communication et des services non marchands. La contribution des deux premiers secteurs à la croissance est estimée chacun à 2% contre -3,7% pour la communication et -8,2% pour les services non marchands. L'amélioration des activités du secteur des transports s'explique entre autres par la hausse du nombre de trafic aérien de 4,2% suite à la hausse de la demande de 4,2% conjuguée à la celle des services de fret de 22% (BEAC, 2018). En outre, le lancement et l'opérationnalisation de la compagnie nationale Chadia Airlines par l'Etat en partenariat avec la compagnie Ethiopian Airlines constituent un effort majeur consenti par les autorités afin de relancer le secteur de transport aérien.

2.1.2 Evolution de la demande

En 2018, la croissance du PIB réel est tirée par la demande intérieure et notamment par la consommation privée. En revanche, l'apport des investissements à la croissance économique a été négatif. En outre, la demande extérieure a aussi enregistré une contreperformance.

2.1.2.1 Demande intérieure

- **Consommation**

Les données de l'INSEED (2018) montrent qu'en général, les dépenses de consommation ont contribué à hauteur de 1,9% à la croissance économique. De manière spécifique, la consommation privée a renforcé la croissance de 2,09% tandis que la consommation finale publique a tiré la croissance vers le bas de 0,13% suite à la politique d'austérité visant à réduire le trend de vie de l'Etat.

Dans les zones rurales, la consommation finale privée est légèrement en hausse suite à la bonne pluviométrie combinée aux paiements des cotonculteurs effectués par Olam en 2018. Par contre, dans les zones urbaines, les mesures d'austérité prises par le Gouvernement relatives à la crise que traverse le pays et aussi l'arrêt des grands chantiers publics font que la consommation finale est en baisse (BEAC, 2018).

- **Investissement**

Les investissements ont contribué négativement à la croissance économique de l'année 2018 avec un taux de -0,19% contre -0,02% en 2017 (INSEED, 2018). Toutefois, la formation brute du capital fixe de l'Administration Publique et la variation du stock ont renforcé la croissance de l'ordre de 0,15%. Le faible niveau des investissements publics enregistré en 2018 est dû à des contraintes budgétaires liées à la conjoncture économique.

2.1.2.2 Demande extérieure

Les statistiques de la BEAC montrent que les échanges extérieurs ont donné lieu à un déficit de la balance courante en 2018, estimé à 6,1% du PIB contre 8,8% en 2017. Cette amélioration est liée à une augmentation des exportations pétrolières en raison de la revalorisation du prix du baril de pétrole et de la hausse de la production bien que les importations aient connu une remontée importante de 10,6%. L'amélioration des exportations

vis-à-vis des importations a conduit à un excédent de la balance commerciale de 8,4% du PIB en 2018 contre 4,7% en 2017.

2.1.3 Prix

Selon l'INSEED, l'Indice National des Prix à la Consommation (INPC) a enregistré une progression de 4% en moyenne annuelle et de 4,4% en glissement annuel entre décembre 2017 et décembre 2018. Cette hausse s'explique par l'augmentation de l'indice de la fonction « logement, eau, gaz électricité et autres combustibles » de 17,7%, passant de 107,0 en 2017 à 126,5 en 2018 et de l'indice de la fonction « transport » de +10,7% passant de 106,1% en 2017 à 119,9 en 2018. L'évolution de la fonction « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » est expliquée entre autres par la hausse du prix de l'eau qui est passé de 102 FCFA à 200 FCFA le mètre cube au cours du deuxième trimestre de l'année 2018, en sus de la hausse du prix dans le secteur de transport, de restauration et de l'hôtellerie.

2.2 Finances publiques

Cette section met en évidence la tendance des recettes ordinaires (pétrolières et non pétrolières) et en capital ainsi que l'évolution des dépenses publiques et présente l'analyse du solde budgétaire.

Le budget 2018 a été arrêté en ressources à 846,408 milliards de FCFA et en dépense à 1343,303 milliards de FCFA, dégageant ainsi un déficit global prévisionnel de 496,625 milliards de FCFA.

Afin de sortir de la crise, l'exécution des finances publiques a été conduite en 2018 dans un contexte caractérisé par la poursuite de la mise en œuvre des réformes et l'application par le Gouvernement du programme avec le FMI appuyé par la FEC signée en juin 2016. Selon les services statistiques du MFB, l'année 2018 a été marquée par une augmentation fulgurante des recettes pétrolières et une légère amélioration des recettes non pétrolières, due à l'embellie des cours du baril et à la performance des régies financières.

2.2.1 Recettes

Selon les statistiques de la DEP (2019), les ressources sont mobilisées pour un montant de 814,813 milliards de FCFA pour une prévision de 846,408 milliards de F CFA, soit un taux de réalisation de 96,3%. Les recettes hors pétrole prévues pour un montant de 422,770

milliards de FCFA ont été recouvrées à hauteur de 402,552 milliards de FCFA, soit un taux performant de 95,2%.

La situation par nature des recettes se présente de la manière suivante :

- Les recettes fiscales : sur une prévision de 397,040 milliards de FCFA, un montant de 371,757 milliards de FCFA a été recouvré, soit un taux d'exécution de 93,6 % ;
- Les recettes non fiscales : prévues pour un montant de 25,730 milliards de FCFA, elles ont été recouvrées à hauteur de 30,795 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 119,7 % ;
- Et enfin les recettes pétrolières : les recouvrements s'élèvent à 265,169 milliards de FCFA pour une prévision de 230,319 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 115,1%.

Les recettes en capital sont constituées exclusivement des financements extérieurs dont les décaissements sont évalués à 147,092 milliards de FCFA sur une prévision de 193,319 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 76,1 %.

Ainsi, la bonne tenue des recettes budgétaires résulte d'une part, de l'augmentation des recettes pétrolières de 20% suite à l'accroissement de la production et à la remontée des cours du baril de pétrole sur le marché international et, d'autre part, de la hausse légère des recettes non pétrolières de 0,5% grâce à des réformes des finances publiques engagées par le Gouvernement. Ces réformes concernent d'une manière spécifique :

- la bancarisation des recettes publiques matérialisées par l'ouverture par le trésor public de quatre comptes pour les différentes recettes collectées par les régies financières ; et
- le recouvrement de la TVA à travers la mise en place d'une véritable segmentation des entreprises.

2.2.2 Dépenses

Entre 2016 et 2017, les dépenses budgétaires se sont stabilisées en moyenne autour de 873 milliards FCFA. En 2018, l'exécution des dépenses s'élève à 830, 058 milliards de FCFA pour une prévision de 1343,033 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 61,8%. Elles se décomposent comme suit :

- Dépenses des services de la dette : un montant de 95,708 milliards de FCFA a été réglé sur une prévision de 515,715 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 18,6 % ;
- Dépenses de personnel : le montant payé est de 319,270 milliards de FCFA sur une prévision de 354,000 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 90,2 % ;
- Dépenses de biens et services : un montant de 92,274 milliards de FCFA a été exécuté sur une prévision de 87,000 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 106,1 % ;
- Dépenses de transferts et subventions : le montant versé à ce titre a atteint 113,571 milliards de FCFA sur une prévision 112,000 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 101,4 % ;
- Dépenses d'investissements sur ressources intérieures : l'exécution de ces dépenses est de 71,156 milliards de FCFA sur une prévision de 83,000 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 85,7%.

S'agissant de l'évolution des dépenses publiques, celles-ci ont connu une hausse de 9% pour se situer à 953,7 milliards à la fin de l'année 2018. Cette augmentation des dépenses est en liaison principalement avec celle des dépenses du service de la dette, des dépenses de transferts, des dépenses de biens et services et des dépenses d'investissement de 33%, 10%, 1% et de 29% respectivement. Pour ce qui est des dépenses de personnel, la masse salariale est passée de 396,5 milliards de FCFA en 2015 à 319,3 milliards de FCFA en 2018, soit une contraction de 19,5% sur trois ans.

Selon les prévisions de la DEP, les dépenses budgétaires des années 2019 et 2020 seraient en hausse et s'établiraient à 923,8 et 1 002,1 milliards respectivement, grâce à la reprise progressive du prix de baril du pétrole amorcée depuis le début de l'année 2018 et à la facilité de paiement accordée par le FMI.

2.2.3 Solde budgétaire

Malgré les politiques d'austérités entreprises par le Gouvernement en matière d'amélioration des recettes et de maîtrise de dépenses budgétaires de l'Etat, le solde global de l'exercice 2018 reste déficitaire de l'ordre de 0,3% du PIB.

Le déficit primaire hors pétrole en 2018 est de -3,5% du PIB hors pétrole contre 3,2% du PIB hors pétrole en 2017. Les investissements publics dans les domaines sociaux et de développement notamment l'éducation et la santé pourraient expliquer en partie ce déficit. Toutefois, il faut relever que le déficit enregistré respecte les critères de surveillance multilatérale de la CEMAC.

2.2.4 Situation de la dette publique

Si le pays, grâce à une bonne politique d'endettement, a réussi à atteindre le point d'achèvement de l'initiative PPTE en 2015, il a cependant commencé à accumuler des arriérés de la dette dès l'année 2016 (32 milliards de FCFA pour le principal et 8,7 milliards de FCFA pour les intérêts selon la Banque Mondiale).

L'encours de la dette publique est évalué au 31 décembre 2018 à 1 608,6 milliards de FCFA contre 1 693,4 milliards de FCFA au 31 Décembre 2017, soit une diminution de 5,27 %. Ce résultat est imputable à une réduction de 17,1 % de l'encours de la dette intérieure (de 899,193 milliards en 2017 à 765,688 milliards en 2018), conjuguée à la hausse de 8,6 % de l'encours de la dette extérieure (de 794,28 milliards en 2017 à 862,94 milliards en 2018). Cette augmentation de l'encours de la dette publique s'explique par une dépréciation du cours des autres devises par rapport à l'euro et par les décaissements opérés durant cette période.

En ce qui concerne le portefeuille de la dette publique, il est réparti à hauteur de 46,3 Pour la dette intérieure et 53,7 pour la dette extérieure. Cela s'explique par le fait que l'Etat a émis en 2011 et 2013 des emprunts obligataires et en 2014 des bons de trésor.

En 2018, l'échelonnement du prêt Glencore de près de 600 millions US contracté en 2013, la souscription d'un emprunt de 1,4 milliard US pour le rachat des parts de la société pétrolière Chevron dans le consortium de Doba en 2014 et une facilité de crédit du FMI ont eu un impact positif sur la dette publique. Le stock de la dette au 31 décembre 2018 s'est élevé à 40,4% du PIB.

2.3 Secteur extérieur

Le secteur extérieur est marqué en 2018 par un solde commercial excédentaire (+1,5% du PIB contre 0,7% du PIB en 2017). En 2019 et 2020 le solde commercial serait respectivement de 6,7% et 4,9% du PIB, ce qui s'explique par les exportations du pétrole qui ont bénéficié de l'accroissement de la production et de la hausse du prix du baril.

Le solde du compte courant reste toujours déficitaire en 2019 (-2,2% du PIB) même si l'on observe des améliorations par rapport aux deux dernières années, en 2018 et 2017, le déficit a atteint respectivement de -7,5% et -5,9% du PIB.

Tableau 11: Evolution des indicateurs du commerce extérieur (en % du PIB)

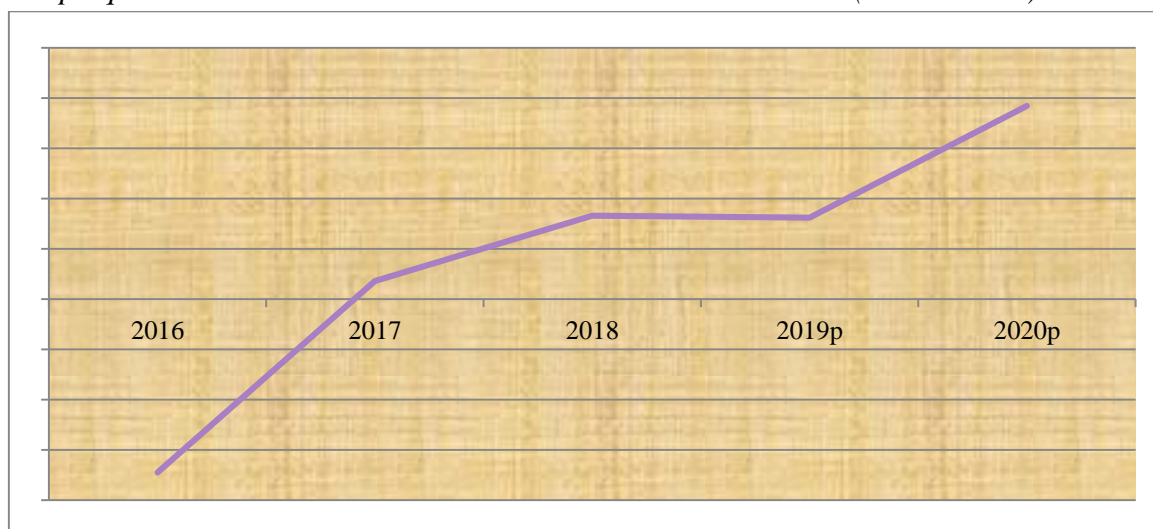
Echanges extérieurs	2017	2018
Importations des biens et services	19,8	19,3
Exportations des biens et services	21,5	19,7
Solde global	10,7	2,9

Source : Direction des Etudes et de la Prévision, 2019

2.3.1 Compte des transactions courantes

Le compte des transactions courantes prend en compte le solde de la balance commerciale et le solde des transferts de revenus. Selon les statistiques de la DEP (2019), le solde de la balance commerciale en pourcentage du PIB était négatif en 2016 (-3,4%). Ce solde est justifié par la forte baisse des exportations des biens de 52,7% dont 23% émanent de la baisse des exportations du pétrole brut. Toutefois, la reprise des exportations du pétrole à partir de 2017 a permis d'enregistrer une amélioration de ce solde de 0,36% du PIB en 2017 et 1,66% en 2018 comme l'illustre le graphique 7.

Graphique 7 : Evolution du solde commercial entre 2016 et 2018 (en % du PIB)

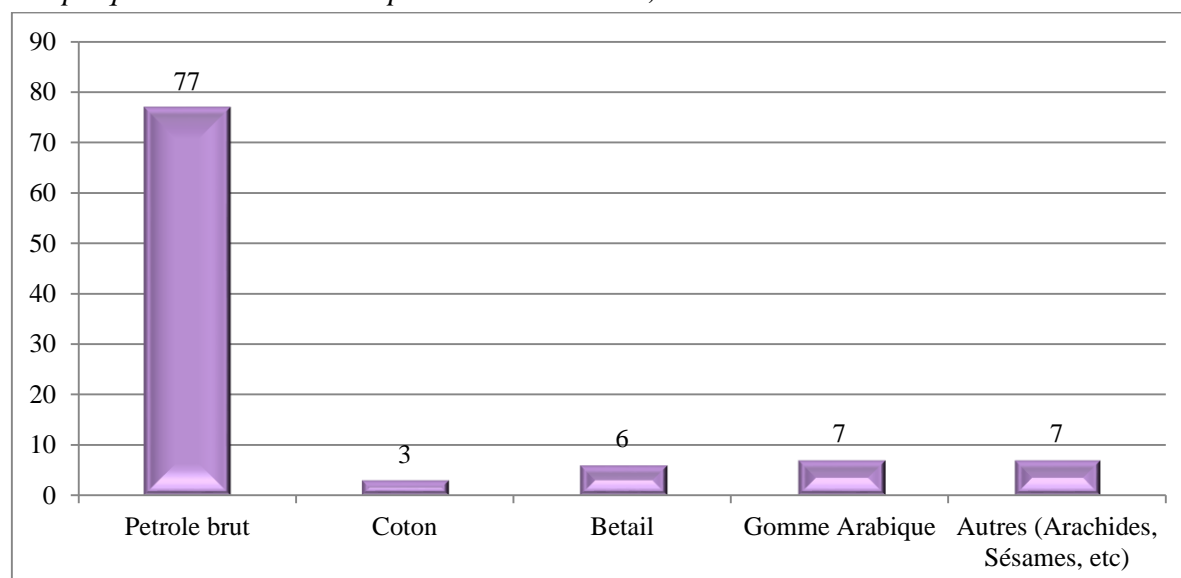


Source : Constructions à partir des données de la DEP, 2019, p= Prévisions

En 2018, les exportations sont largement dominées par le pétrole brut qui en représente 77%. Le coton, le bétail et la gomme arabique sont à la marge avec 3%, 6% et 7% respectivement.

La part des autres d'exportation (arachide, sésame, etc.) est estimée à 7% des exportations totales du pays.

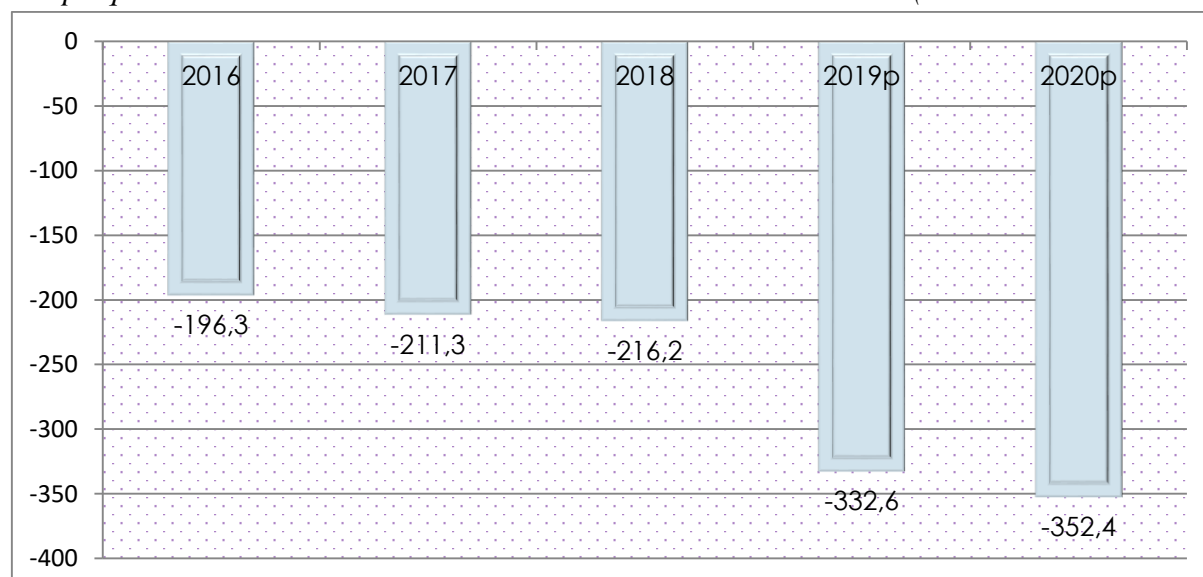
Graphique 8 : Sources des exportations au Tchad, 2018



Source : Constructions à partir des données de la DEP, 2019

Contrairement au solde de la balance commerciale excédentaire, le solde des revenus est négatif et se dégrade graduellement au cours de la période 2016-2018. Les prévisions montrent que ce solde restera négatif et se détériorera davantage en 2020. Cette détérioration s'expliquerait par une augmentation des rémunérations des investissements privés.

Graphique 9: Evolution de la balance des revenus entre 2016 et 2018 (en milliards de FCFA)

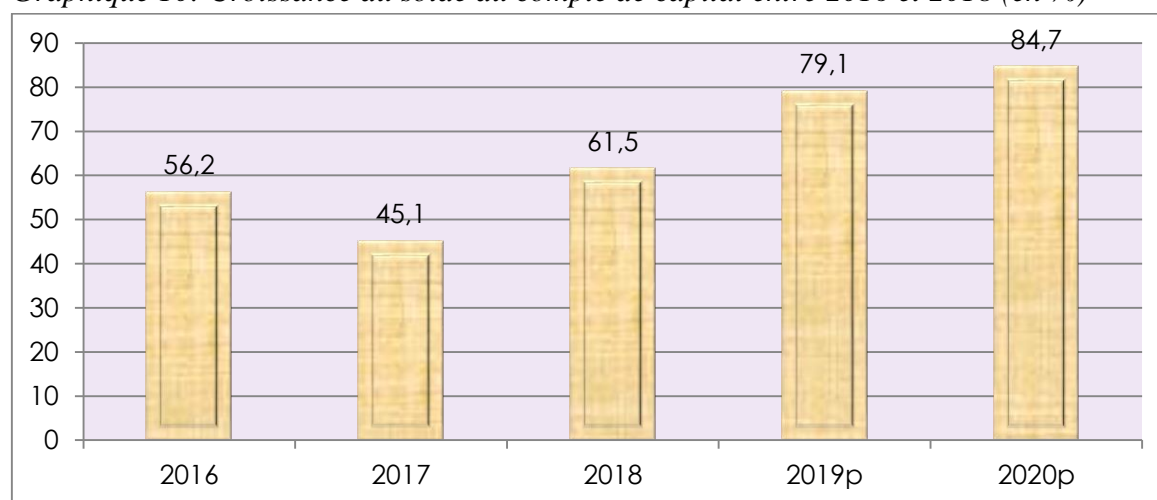


Source : Construction à partir des données de la DEP, 2019, p=Prévisions

2.3.2 Compte de capital

Le compte de capital enregistre les opérations de capitaux de l'Administration publique et des autres secteurs. Il comptabilise d'une part les remises de dettes sur encours non échus et les dons et transferts de l'Administration publique et d'autre part, les transferts des migrants et autres dons pour le compte des autres secteurs. Le solde de ce compte est positif entre 2016 et 2018 malgré une baisse en 2017 comme illustré par la Figure 10. Cette diminution est due à une diminution des dons et transferts.

Graphique 10: Croissance du solde du compte de capital entre 2016 et 2018 (en %)

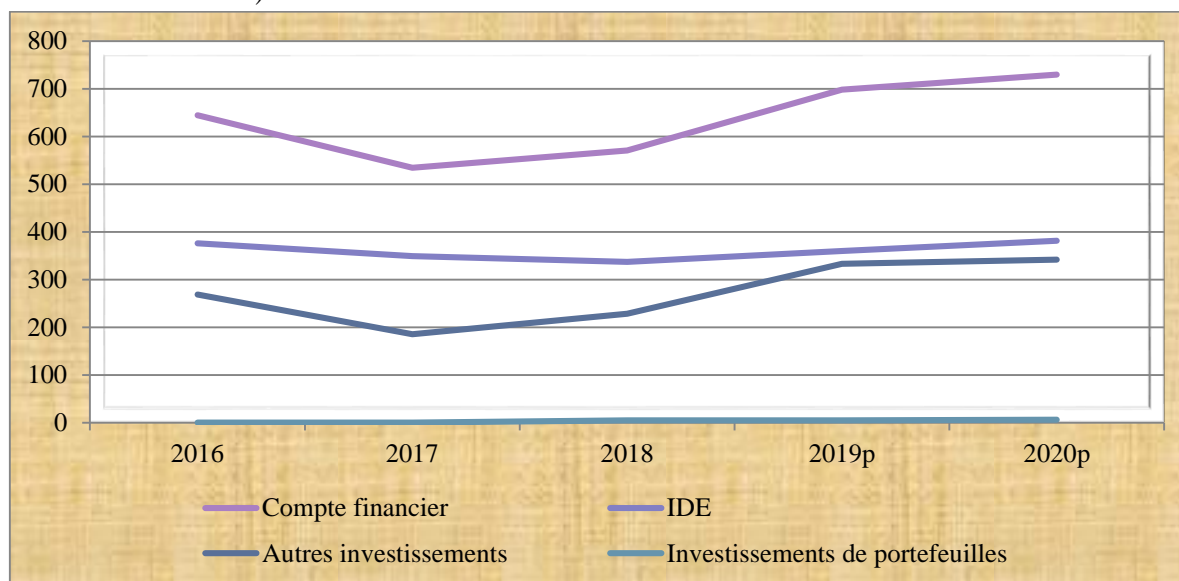


Source : Construction à partir des données de l'INSEED, 2019, p=Prévisions

2.3.3 Compte financier

Le compte financier regroupe les Investissements Directs Etrangers (IDE), les investissements de portefeuille et les autres investissements. Le solde de ce compte est largement dominé par les IDE. Entre 2016 et 2017, ce solde a connu une baisse de 17%. De manière spécifique, les IDE et les autres investissements ont baissé de 7% et 31% respectivement au cours de la même période. Cette baisse est due à la perte de confiance des investisseurs compte tenu de la crise économique qui sévit au Tchad depuis fin 2014. Cependant, en 2018, on constate une amélioration de ce solde par rapport à son niveau d'une année plus tôt grâce aux entrées nettes de capitaux (CEMAC, 2019). Les estimations montrent que le compte financier va s'améliorer graduellement en 2018 et 2020 (cf. graphique 11).

Graphique 11: Evolution du compte financier et ses composantes entre 2016 et 2018 (en Milliards de FCFA)

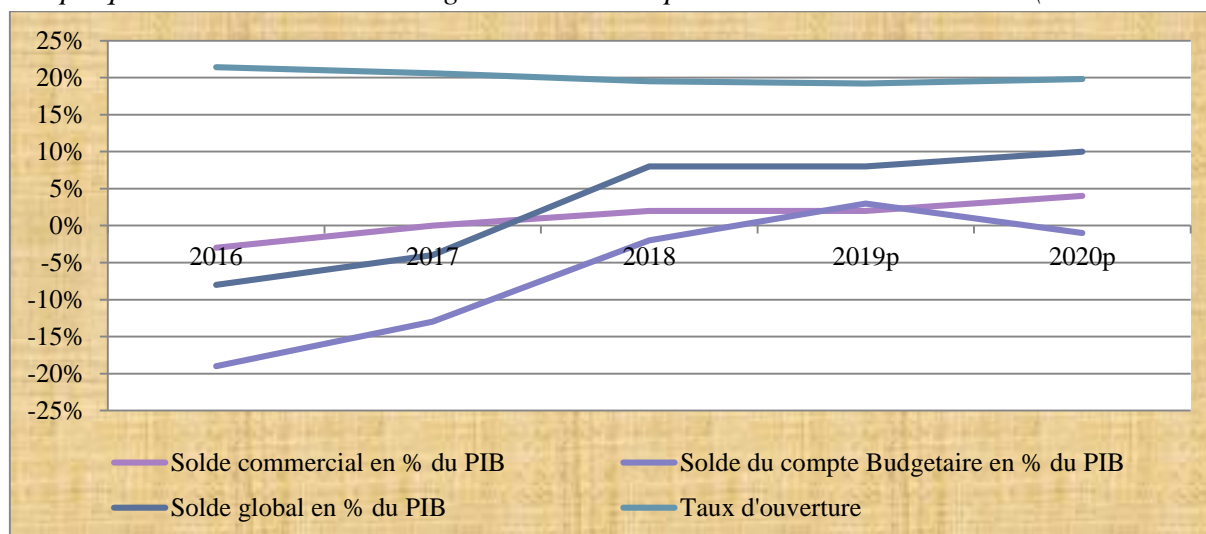


Source : Construction à partir des données de la DEP, 2019, p=Prévisions

2.3.4 Solde global

Le graphique 12 indique que le solde global de la balance des paiements était négatif entre 2016 et 2017. Etant donné que la part de la balance commerciale est importante dans la balance de paiement, le solde négatif enregistré en 2016 et 2017 peut être lié au fait que l'économie tchadienne est essentiellement basée sur l'exportation des matières premières notamment le pétrole dont les cours ont fortement baissé depuis fin 2014. Il est passé de -8% du PIB en 2016 à -4% du PIB en 2017 avant de devenir positif en 2018 grâce à la reprise économique.

Graphique 12 Evolution du solde global et ses composantes entre 2016 et 2018 (en % du PIB)



Source : Construction à partir des données de la DEP, 2019, p=Prévisions

Le graphique 12 indique aussi que le taux d'ouverture a considérablement baissé entre 2016 et 2018, suite à la crise économique que traverse le pays.

2.4 Secteur monétaire

2.4. 1. Evolution de la masse monétaire et de ses composantes

Les statistiques issues de la BEAC montrent que la masse monétaire au sens large en glissement annuel a connu une hausse de 19,7% pour s'établir à 913,446 milliards en fin 2018 après une baisse de 3% entre 2016 et 2017. Cette augmentation est expliquée par la hausse de la circulation de la monnaie fiduciaire estimée à 22,1%.

2.4. 2 Evolution des contreparties de la masse monétaire

Sur la période 2017-2018, les contreparties ont connu les variations suivantes :

- Les avoirs extérieurs nets du système monétaire ont enregistré une baisse de 204%, passant de - 299,4 à - 312,8 milliards de FCFA ;
- Les créances intérieures ont connu une baisse de 1% avec une diminution de 3% des créances sur l'administration centrale et une augmentation de 1% des créances sur l'économie. D'après la BEAC, les contreparties de la masse monétaire notamment les avoirs extérieurs nets présentent un solde déficitaire de 283,6 milliards de FCFA en 2018 contre 299,4 milliards de FCFA en 2017, soit une amélioration de 5,3%. Aussi, les crédits à l'économie ont légèrement augmenté de 0,9%, représentant 624,6 milliards de FCFA en 2018 contre 619,3 milliards de FCFA en 2017. Quant aux créances nettes sur l'Etat, elles sont chiffrées à 595,4 milliards de FCFA en 2018 contre 519,6 milliards de FCFA en 2017, soit une augmentation de 14,6%.

2.4.2. Crédit intérieur

En se référant aux situations bilancielle du système bancaire, les crédits intérieurs ont connu une augmentation de 11% entre décembre 2017 et décembre 2018, passant ainsi de 743 949 millions à 826 092 millions de FCFA (Tableau 12). Cette hausse s'explique essentiellement par l'augmentation des créances sur l'Etat de 61,7% tandis que le crédit à l'économie a enregistré une hausse de 1% à peine.

Tableau 12: Situations bilancielles du système bancaire tchadien (en millions de FCFA)

Situation monétaire	2017	2018	Variation (en %)
Caisse et Institut d'Emission	94 093	110 385	17,3
Avoirs Extérieurs	86 247	65 282	-24,3
Crédit intérieur	743 949	826 092	11
Créances sur l'Etat	124 646	201 512	61,7
Crédit à l'économie	619 303	624 580	0,9
A court terme	472 493	438 039	-7,3
A moyen et long terme	146 810	186 541	27,1
Autres Postes de l'Actif	259 493	179 365	-30,9
Total Actif	1 183 782	1181 124	-0,2
Total des dépôts	645 298	646 640	0,2
Dépôts publics	90 976	113 285	24,5
Dépôts privés	554 322	533 355	-3,8
Dépôts à vue	457 153	434 933	-4,9
Dépôts à terme et d'épargne	97 169	98 422	1,3
Ratio 1/5	14,60%	17,10%	17,1
Ratio 2/5	13,40%	10,10%	-24,5
Ratio 5/3	86,70%	78,30%	-9,8
Engagements extérieurs	128 556	129 877	1
A court terme	36 048	46 770	29,7
A moyen et long termes	92 508	83 107	-10,2
Ratio 6/3	17,30%	15,70%	-9
Concours de la BEAC	201 410	160 300	-20,4
Ratio 7/3(a)	161,60%	79,50%	-50,8
Ratio 7/3 (b)	32,50%	25,70%	-21,1
Fonds propres nets	233 406	242 177	3,8
Autres postes du passif	24 888	2 130	-108,6
Total Passif	1 183 782	1 181 124	-0,2

Source : BEAC, 2019

2.5 Etat des Critères de convergence

Au niveau de la coopération sous régionale, relativement aux critères de convergence en zone CEMAC (solde budgétaire de référence, l'endettement, absence d'arriérés de paiement et l'inflation), le Tchad a respecté 2/4 critères en 2018 (solde budgétaire de référence et l'endettement). Les estimations pour l'année 2019 révèlent que le Tchad respecterait tous les 4 critères d'ici la fin de l'exercice, tandis que celles pour 2020 montrent que le critère se rapportant au *solde budgétaire de référence* ne serait pas respecté.

Il ressort de ce chapitre que la croissance du PIB réel est essentiellement expliquée par le secteur primaire (51,5%) plus précisément l'industrie pétrolière et l'activité agricole. Suite à un ensemble de mesures visant à assainir les finances publiques assorties d'une augmentation de production pétrolière et des cours du brut, les recettes budgétaires ont enregistré une hausse de 4,4%. Il faut toutefois noter que le solde budgétaire est déficitaire de 100,89 milliards car

les dépenses liées au service de la dette se sont accrues (33%) au cours de l'année. La situation vis-à-vis du reste du Monde révèle qu'en 2018 le solde global de la balance de paiement est positif. Cette performance est due à la reprise des exportations largement dominées par le pétrole brut (soit 77%) et les autres produits primaires à savoir le coton, le bétail et la gomme arabique mais aussi une amélioration du compte de capital et du compte financier grâce aux entrées nettes de capitaux. L'analyse de la situation monétaire laisse présager que la masse monétaire au sens large en glissement annuel a connu une légère hausse de 0,12% suite à une croissance de la circulation fiduciaire et des dépôts à terme, et ce malgré une diminution des dépôts à vue. On relève aussi une croissance du crédit intérieur de 11%. Il faut aussi noter que le Tchad a respecté 2/4 critères de convergence de la CEMAC en 2018 (solde budgétaire de référence et l'endettement) et la projection montre une amélioration les deux années à venir.

CHAPITRE III : RÉFORMES STRATEGIQUES POUR UNE ECONOMIE RESILIENTE

Depuis la chute des cours du pétrole vers la fin de l'année 2014, un ensemble de réformes et actions sont entreprises par le Gouvernement dans le but d'apporter un changement structurel de l'économie tchadienne.

Ainsi, l'objectif du chapitre est de faire un état des lieux des réformes majeures entreprises par le Gouvernement au cours de l'année 2018. Il est organisé autour de trois sections. La première section présente les principales réformes liées aux finances publiques. La deuxième section se focalise sur les réformes relatives à l'amélioration du climat des affaires. Enfin, la troisième section met en évidence les réformes liées à la diversification de l'économie.

3.1. Principales réformes liées aux Finances Publiques

Les réformes engagées par le Gouvernement relatives à l'amélioration de la gestion des finances publiques ont consisté d'une part en l'amélioration de la mobilisation des recettes fiscales non-pétrolières et d'autre part en l'amélioration de la gestion des dépenses publiques.

3.1.1. Principales réformes visant l'amélioration de la mobilisation des recettes fiscales non pétrolières

Suite au choc du prix du pétrole en 2014, le Tchad à l'instar des pays de la CEMAC s'est engagé vers des réformes visant l'amélioration de la mobilisation des recettes fiscales non pétrolières. Au rang de ces réformes, on peut citer :

- La bancarisation des recettes fiscales en 2018 à travers l'ouverture, dans les banques secondaires, de comptes de l'Etat destinés à collecter les impôts et taxes payés par les contribuables ;
- L'élargissement de la base imposable. L'assiette de la TVA a été élargie par la Loi des Finances (LFI) 2018 qui a rehaussé les seuils d'assujettissement à cette taxe. Toutefois, il est à relever qu'il n'y a pas encore de taux réduit de la TVA et que deux (2) taux sont appliqués (18% pour les opérations taxables et 0% pour les opérations à l'exportation) ;
- Les mesures de promotions et de développement de la fiscalité foncières sont centrées autour de :

- de la campagne de sensibilisation sur les avantages liés à la détention d'un titre foncier dans les médias ;
- du recensement des propriétés bâties et non bâties en synergie avec les différentes mairies de la ville de N'Djaména ;
- de l'ajustement et l'élargissement de la taxe foncière sur les propriétés habitées ;
- de l'informatisation et la mise à jour des données de surveillance des taux (mise en œuvre en instance pour manque de financement).

En somme, en ce qui concerne les résultats obtenus en matière de renforcement de la mobilisation des recettes hors pétrole, il s'avère que le taux de pression fiscale est en nette progression depuis la baisse des recettes pétrolières.

3.1.2. Principales réformes visant l'amélioration de la gestion des dépenses publiques

Pour ce qui est des mesures mises en place pour la rationalisation des dépenses fiscales, le Gouvernement a commandité les audits des conventions d'établissement avec certaines sociétés. Suite aux résultats de ces audits, la procédure d'abrogation de plusieurs conventions d'établissement a été engagée. Ainsi, la Loi de finances 2018 a renforcé l'article 154 du Code Général des Impôts en limitant fortement les conditions d'octroi des exonérations.

Des efforts ont de même été réalisés par le Gouvernement sur le plan de la coopération internationale en matière de modernisation de la gestion des finances publiques. Ainsi,

- s'agissant de la coopération internationale, les progrès réalisés en droite ligne avec les objectifs retenus à fin décembre 2017 et en juin 2018 ont permis les conclusions favorables des deuxième et troisième revues du programme lors du Conseil d'Administration du FMI du 27 juillet 2018 et du 21 décembre 2018. Il en résulte la mobilisation de ressources financières auprès des différents partenaires techniques et financiers d'un montant estimé à 1 218 495 737 172 FCFA. En particulier, l'approbation de ces revues a résulté du respect de la quasi-totalité des critères de réalisation du programme avec le Fonds à fin décembre 2017 et fin juin 2018, y compris les cibles indicatives retenues pour la fin du mois de septembre 2017 et fin mars 2018. Parmi les avancées les plus notables, figurent la conclusion d'un accord définitif avec Glencore sur la restructuration de la dette publique ainsi que la bonne performance des recettes pétrolières.

3.2. Réformes liées à l'amélioration du climat des affaires

Les réformes qui ont visé l'amélioration du climat des affaires ont permis ces dernières années de réaliser un bond dans la position du Tchad au classement Doing Business passant de 189^{ème}/189 pays en 2013 à 180^{ème} /190 en 2018.

Au rang de ces réformes, on peut citer :

- La réorganisation, par le Guichet Unique de Création d'Entreprise de l'Agence Nationale d'Investissement et d'Exportation, du circuit de traitement de dossiers en interne et l'offre depuis le mois d'avril 2018 d'un service d'accueil de bonne qualité permettant ainsi aux usagers d'avoir un interlocuteur unique pour l'ensemble des formalités de création d'entreprises ;
- La révision du Code de Procédure Civile qui devra être adopté dans les meilleurs délais possibles. Cette révision devra améliorer les procédures et les pratiques en matière de justice commerciale ;
- La révision du Code de Travail visant à réduire des délais d'examen des contrats de travail et du règlement intérieur des entreprises ;
- La signature du Décret présidentiel portant réglementation des actes d'urbanisme ;
- L'adoption d'une lettre de politique du secteur de l'énergie ;
- La formalisation du cadre de partenariats public-privé (PPP) : existence d'un cadre juridique et institutionnel pour la mise en œuvre des projets en Partenariat Public et Privé. Les autorités ont pris l'Ordonnance 006/PR/2017 portant régime juridique du PPP en République du Tchad. La mise en place d'un cadre institutionnel de pilotage des PPP est en cours, conformément à l'article 15 de ladite ordonnance.

Au-delà de ces mesures phares, l'Assemblée nationale a vu la nécessité d'instituer un cadre de développement d'une stratégie de lutte contre la corruption. Pour ce faire, le Parlement a adopté l'Ordonnance N° 008/PR/2018 autorisant le Président de la République à ratifier la convention des Nations Unies contre la corruption.

3.3. Réformes liées à la diversification de l'économie nationale

Pour donner de l'orientation précise à son ambition de développer une économie diversifiée et résiliente, le Gouvernement du Tchad élabore, en collaboration avec la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) un Plan Directeur d'industrialisation et

de diversification économique. Cette section présente les objectifs de ce plan d'une part et d'autre part, expose la nécessité de la diversification de l'économie nationale (voir encadré).

Encadré

Le PDIDE a pour but d'opérationnaliser l'axe 3 du PND 2017-2021. A cet effet, son objectif principal est d'asseoir une industrialisation de l'économie permettant de sortir le pays de la dépendance du pétrole d'une part et d'autre part de diversifier la structure de la production pour répondre aux mieux à la vulnérabilité d'une économie dominée par une monoproduction ou une très faible contribution de produits. La mise en œuvre du PDIDE permettra de migrer progressivement et irréversiblement vers une économie diversifiée et tirée par les produits manufacturés.

Etant un outil important pour parvenir au développement d'une économie diversifiée et compétitive, qui constitue l'axe stratégique majeur du PND 2017-2021 susceptible d'alimenter les autres axes stratégiques en particulier celui de l'amélioration de la qualité de vie de la population tchadienne (axe 4), le PDIDE vise entre autres objectifs spécifiques à explorer et mettre en exergue les secteurs porteurs de croissance et créateurs d'emplois décents. Traduisant dans la réalité la « vision 2030, le Tchad que nous voulons » et cohérent avec l'Agenda 2063 de l'Union Africaine, le PDIDE constituera pour le Gouvernement un instrument pivot ou une boussole d'orientation de l'action gouvernementale pour assurer de manière méthodique et rationnelle, l'industrialisation du pays et son ambition de transformation structurelle de l'économie.

En somme, le PDIDE vise spécifiquement à :

- Promouvoir une croissance économique durable à travers l'implantation d'industries agro-alimentaires, manufacturières, textiles, artisanales et touristiques ;
- Adopter un cadre réglementaire adéquat pour la valorisation et la promotion des produits locaux sur les marchés régionaux et internationaux ;
- Assurer l'autosuffisance énergétique et rendre l'énergie accessible en promouvant l'utilisation de technologies de pointe appropriées en matière d'énergies renouvelables et thermiques ;
- Identifier et développer les filières porteuses et faciliter l'accès aux marchés intérieurs et extérieurs rémunérateurs contribueront à la réalisation de la sécurité alimentaire et

la création de revenus monétaires pour les producteurs. A cet effet, appuyer conséquemment les filières clés (élevage, agriculture, pêche) et les chaînes de valeur (viande, lait, peau, etc.). Enfin, renforcer des compétences des acteurs dans les filières porteuses afin d'accroître la productivité des facteurs dans ces secteurs ;

- Renforcer l'aménagement de zones de production où tous les facteurs de production seront disponibles et accessibles. L'accent sera mis également sur la valorisation des moyens de production Agro-Sylvio-Pastorale et industrielle, la promotion des PME/PMI créatrices d'emplois et de valeurs ajoutées.

Le PDIDE permettra au Tchad de saisir les opportunités offertes par les accords commerciaux régionaux (ZLECAf, Union douanière) et d'avoir une part de croissance tirée par les exportations à travers l'insertion et la montée dans les chaînes de valeur régionale et mondiale la diversification et la sophistication des produits et services « Made in Chad ». A cet égard, les instruments propres de financement local des plans d'actions prioritaires mettant en premier plan le secteur privé porteur de ce PDIDE, sont indispensables.

En conclusion les réformes, les mesures et les actions stratégiques de développement sont entreprises par les décideurs publics en 2018 pour stimuler davantage l'activité économique et ce via, la gestion des finances publiques et l'amélioration du climat des affaires. Ces réformes engagées font du Tchad le deuxième bon élève de la CEMAC compte tenu du taux annuel de réalisation du Programme des Réformes Economiques et Financières (PREF-CEMAC). C'est d'ailleurs dans la continuité de ces réformes structurelles que s'inscrit l'élaboration du Plan Directeur d'Industrialisation et de Diversification Economique qui a pour but de définir les orientations précises en matière d'industrialisation et de diversification afin de rendre l'économie tchadienne plus robuste et résiliente. Ce plan doit épouser le schéma directeur d'industrialisation de la sous-région CEMAC.

CONCLUSION GENERALE

L'activité économique au Tchad en 2018 est influencée par le contexte international marqué par la poursuite de la consolidation de la demande mondiale et par un léger redressement des cours du pétrole. Dans ce contexte l'économie nationale a connu une reprise de croissance économique de l'ordre de 3,1%. Cette reprise a été rendue possible, au plan intérieur, grâce aux multiples réformes engagées par le Gouvernement au niveau des finances publiques, qui se sont soldées par l'approbation par le FMI de la deuxième revue du programme au titre de la Facilité Élargie de Crédit. Toutefois, ces efforts ont été quelque peu perturbés par des tensions sociales dont le dénouement constitue un facteur de relance.

En outre, la demande intérieure s'est contractée par la compression de la consommation publique et de celle de l'investissement public, du fait de la poursuite des mesures visant à contenir les dépenses publiques, au regard de la conjoncture économique fragile. L'offre des produits d'exportation a connu une baisse liée à la chute sensible des exportations du coton fibre, non compensée par l'augmentation des exportations principalement en volume et valeur du pétrole brut.

La gestion des finances publiques a été caractérisée en 2018 par une augmentation tant des recettes pétrolières que non pétrolières et une réduction considérable de la masse salariale, en dépit d'un contexte social et économique assez fragile.

Quant aux critères de convergence relative à la zone CEMAC, le Tchad a respecté deux critères sur quatre à savoir le solde budgétaire de référence et le niveau d'endettement en 2018.

Dans le cadre de la coopération économique et financière, les efforts fournis par les Hautes Autorités ont permis de conclure en août 2018, avec succès, la 2^{ème} revue du programme et d'entamer la 3^{ème} revue du programme triennal soutenu par la Facilité Élargie de Crédit (FEC 2017-2020) qui vient d'être évaluée sur la base des performances à fin juin 2018. La performance du programme à fin septembre 2018 est dans l'ensemble satisfaisante. Elle offre de bonnes perspectives pour la conclusion de la quatrième revue qui sera basée sur les performances à fin décembre 2018.

Dans la mise en œuvre de sa politique de diversification, le Gouvernement avec l'appui de la CEA élabore le Plan Directeur d'Industrialisation et de Diversification Economique. Ce

document stratégique dont l'objectif principal est la transformation structurelle de notre économie constituera un document de référence pour la conduite des politiques de développement socio-économique.

BIBLIOGRAPHIE

BEAC (2019) : Comité monétaire et financier national de la République du Tchad, Février 2019

BEAC (2018) : Comité monétaire et financier national de la République du Tchad, Décembre 2018

CEMAC (2019). Rapport Intérimaire de Surveillance Multilatérale 2018 et Perspectives pour 2019 et 2020.

CNC (2019). Conseil National du Crédit, session de Février 2019

CUNCED (2019). Le développement économique en Afrique, Rapport 2019

INSEED (2018). Institut National de la Statistique des Etudes Economiques et Démographiques, Base macroéconomique.

MEPA (2018). Statistiques du Ministère de l'élevage et des productions animales

MFB (2019). Statistiques de la Direction des Etudes et de la Prévision.

MPE (2018). Statistiques du Ministère du Pétrole et de l'Energie.

PND (2017). Plan National de Développement 2017-2021 : « Ensemble œuvrons pour un Tchad toujours plus fort, solidaire et prospère ».

ANNEXE

Annexe 1 : Evolution des dépenses de l'Etat (en milliards)

Année	2016	2017	2018	2019	2020 P
Dépenses totales	872,98	873,01	953,74	979,975	1105,27
Intérêts de la dette	124,00	93,00	123,42	52,00	60,00
Dépenses de personnel	364,98	377,01	354,00	359,00	363,00
Dépenses de biens et services	96,00	88,00	89,00	98,00	115,00
Dépenses de transferts	108,00	103,00	113,00	123,00	136,00
Dépenses d'investissements	180,00	212,00	274,32	363,50	431,27

Source : DEP, 2019

Annexe 2 : Evolution des recettes et dépenses budgétaires (en milliards)

Rubriques	LFR 2017 1	LFI 2018 2	LFI 2019 3	Variations en %	
				3/1	3/2
A- RECETTES BUDGETAIRES TOTALES	690, 772	84,6 407	983,003	42,3	16,1
1- Recettes ordinaires	528, 266	653 088	826, 628	56,5	26,6
Recettes pétrolières	81, 500	230 318	360, 628	342,5	56,6
Recettes non pétrolières	390, 366	422 770	466, 000	19,4	10,2
Recettes fiscales	355, 074	397 040	440, 000	23,9	10,8
Recettes non fiscales	35,292	25 730	26, 000	-26,3	1,0
Recettes exceptionnelles	56, 400				
2- Recettes en capital	162, 506	193, 319	156, 375	-3,8	-19,1
<i>Recettes en capital</i>	2000	2000		-100,0	-100,0
<i>Dons et subventions</i>			156 375		
<i>Emprunts</i>	160,506	191,319		-100,0	-100,0
B- DEPENSES BUDGETAIRES TOTALES	966 109	950 741	979 975	1,4	3,1
1- Dépenses courantes	594 408	676 422	667 000	12,2	-1,4
<i>Dotations aux pouvoirs publics</i>	433 460	441 000	459 000	5,9	4,1
<i>Salaires et traitements</i>	433 460	441 000	459 000	5,9	4,1
<i>Transferts/subventions</i>	109 000	112 000	131 000	20,2	17,0
<i>Service de la dette publique</i>	51 948	123 422	77 000	48,2	-37,6
2- Dépenses en capital	371 701	274 319	312 975	-15,8%	14,1%
<i>Amortissement dette publique</i>	140 289				
<i>Equipement- Investissement</i>	231 319	274 319	312 975	35,2	14,1
C- SOLDE BUDGETAIRE	-275 337	-104 334	3028	-101,1	-102,9

Source : DEP, 2019

Annexe 3 : Equipe de rédaction

ABOUBKAR ADAM IBRAHIM,	DGSE /MEPD
DJASRA N. GUY	Economiste/MEPD
GADOM -DJAL-GADOM	DSPE/ DGSE /MEPD
ALLADOUMADJI MODJIBEYE	Chef de Division/ DGSE /MEPD
MALLAY DOUZOUNET	DAE/ DGSE /MEPD
MOUSSAYE THIME DJEKIANI	Chef de Division/MEPD
SALEH MOUSSA MIKERBI	Economiste/MEPD

Annexe 4 : Equipe de validation technique (Atelier de DANDY)

NOM ET PRENOM	INSTITUTION
ALLADOUMADJI MODJIBEYE	Chef de Division/ DGSE /MEPD
BOBAH DJOAKAMLA	Economiste Intérimaire/ PNUD
DENEHODJIMABYE A. GRACE	Economiste/MFB
DJASRA N. GUY	Economiste/MEPD
DJIMASRA NARCISSE	Chef de Division/MEPD
Feu NDIG-NGAR SOLO	Chef de Division/BEAC
GADOM DJAL-GADOM	DSPE/ DGSE /MEPD
IBRAHIM ABAKAR	Economiste/ONDD
MAHAMAT MALIK DOUNGOUS	Statisticien/INSEED
MAIDE KOKOYE DARKAMMAH	Cadre/MEPD
MIDABEL MADJIDANOUM	DGASE/MEPD
MOUSSAYE THIME DJEKIANI	Chef de Division/MEPD
NDILYAM NGUEKIDAM	Chef de Service/MFB
RAMADA ABDERAHIM NDIAYE	DGA/MEPD
SALEH MOUSSA MIKERBI	Economiste/MEPD
YOUSOUF IBN ALI	Statisticien/INSEED

Annexe 5 : Comité de Relecture

ABOUBKAR ADAM IBRAHIM,	DGSE /MEPD
BOBAH DJOAKAMLA	Economiste Intérimaire/ PNUD
Feu NDIG-NGAR SOLO	Chef de Division/BEAC
GADOM DJAL-GADOM	DSPE/ DGSE /MEPD
IBRAHIM ABAKAR	Economiste/ONDD
NDILYAM NGUEKIDAM	Chef de Service/MFB
MANTOBAYE MOUNDIGBAYE	Cadre/INSEED